

« Université rêvée, imaginée »

Travaux préparatoires au Schéma de développement universitaire (SDU)
2022-2032

MARS
2022





Sommaire

Une démarche prospective pour élaborer le prochain SDU 2020-2030 : pourquoi ?	p.3
Qu'est-ce que la prospective ?	p.4
Quelle méthode pour conduire la démarche prospective sur « l'Université rêvée, imaginée »	p.5
Restitution des ateliers d'enrichissement des figures prospectives (16/11/2021 et 23/11/2021)	p.9
« Université solidaire »	p.10
« Université virtuelle »	p.16
« Université décarbonée »	p.22
« Université à vivre, de proximité »	p.26
Évaluation collective des figures	p.32
Poursuivre et partager avec les « acteurs décideurs »	p.34
Remerciements	p.35
Annexes	
Annexe 1 : Récits de « l'Université rêvée, imaginée » (rédaction spontanée et rapide)	p.36
Annexe 2 : Quizz : quelle université 2040 seriez-vous ?	p.60



Une démarche prospective pour élaborer le prochain SDU 2020-2030 : pourquoi ?

En 2010, le Grand Lyon a adopté son premier Schéma de développement universitaire (SDU 2010-2020), en collaboration étroite avec le Pôle de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) devenu COMUE Université de Lyon. Si la Métropole de Lyon a été la première collectivité, en France, à se doter d'un SDU en 2010, elle a souhaité tirer les enseignements de cette collaboration et actualiser ce document stratégique à l'approche de l'échéance de 2020.

Cette étape de révision du SDU est l'occasion de repositionner le rôle des acteurs dans le prochain schéma sous le prisme de leurs nouvelles compétences exercées.

Le contexte institutionnel a fortement évolué au cours des dix dernières années : la Communauté urbaine de Lyon est devenue une Métropole à statut particulier (Loi Maptam), et le Pres est, depuis 2015, une Communauté d'universités et d'établissements (Comué).

L'actuel contexte sanitaire, engendrant une importante crise économique durant les

prochaines années, constitue, également, le prétexte à un « **changement de paradigme** » de l'Enseignement supérieur et la recherche (ESR), tant au niveau national qu'au niveau local.

Parallèlement, au regard du contexte sociétal local et national, la **révision du SDU doit embrasser les grands défis – scientifiques, démographiques, économiques et environnementaux – auxquels l'Université et le Territoire devront faire face, ensemble, à l'horizon 2030.**

Dans cette phase de travaux préparatoires à l'élaboration du futur SDU, la **Métropole de Lyon a missionné l'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise (UrbaLyon) pour élaborer et conduire une démarche prospective** visant à construire, collectivement, des visions de l'Université de demain.

Ainsi, le présent document synthétise les résultats des réflexions qui ont fait émerger quatre visions de « l'Université rêvée, imaginée ».



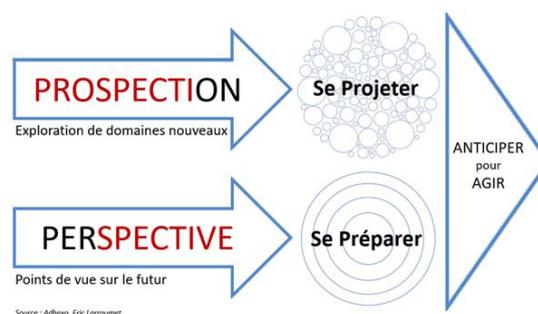
Qu'est-ce que la prospective ?

La prospective est un état d'esprit, une attitude de pensée, bien plus qu'une méthode à suivre.

Il s'agit de se poser, collectivement, la question « qu'est-ce qui pourrait advenir ? » afin de bâtir différents horizons prospectifs plausibles (phase de prospection). Ensuite, il convient de confronter ces imaginaires du futur à la stratégie que l'on souhaite adopter en se demandant comment agir pour accompagner les facteurs de changement positifs et contrer les facteurs négatifs (phase de perspective).

Comme le rappelle Antoine de Saint-Exupéry, « Pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir mais de le rendre possible ». La prospective est, donc, une démarche consistant à préparer l'action en suivant deux phases de travail : la prospection et la perspective.

La prospective est, aussi, le moyen de prendre de la hauteur et de sortir des préoccupations quotidiennes ou de court terme. Comme l'indique Gaston Berger, « La prospective, c'est voir loin et large, analyser en profondeur, prendre des risques, penser à l'Homme ». C'est un exercice qui mobilise l'intelligence collective et qui ne fait sens que dans le cadre d'une démarche participative intégrant le plus grand nombre et une grande diversité d'acteurs. La démarche, elle-même, permet une mise en mouvement (un éveil) de la pensée et renforce le niveau de prise de conscience des évolutions passées et à venir ; la démarche incite, ainsi, à élaborer un processus tourné vers le renouvellement de l'action.



Source : Adhena, Eric Larroumet



Source : Sophie Louaraant, UMR 5194 Pacte

Quelques éléments de « vocabulaire prospectif »

Facteur de changement : principales tendances à l'œuvre, ou évolutions pressenties, à l'horizon temporel exploré, s'appliquant aux différentes caractéristiques de l'objet/territoire à l'étude.

Variable : en général, il s'agit d'un regroupement de facteurs de changement selon une entrée thématique. Mais, cela peut être, aussi, un facteur de changement clé, identifié comme pouvant avoir un rôle/impact majeur sur les caractéristiques futures de l'objet/territoire à l'étude.

Figure... ou horizon prospectif : « représentation » symbolique (dénomination, récit, image, etc.) d'un futur possible, assez souvent caricatural (accentuant ses traits d'évolutions principaux), composée sur la base d'hypothèses d'évolution concernant certaines ou la totalité des variables identifiées préalablement.

Quelle méthode pour conduire la démarche prospective sur « l'Université rêvée, imaginée » ?

L'idée d'une démarche prospective a été initiée par les membres de l'équipe projet¹ SDU 2022-2032. Lors du premier confinement, au printemps 2020, elle s'est concrétisée, dans un premier temps, par la rédaction spontanée et rapide de quelques récits portant sur « l'Université rêvée, imaginée », réalisée par un groupe de chargés d'études d'UrbaLyon, réunissant des compétences en matière d'habitat, de sociologie, d'économie, de prospective, de projet de territoires, d'environnement, etc.. (cf. annexe n°1).

Ces récits ont constitué la mise de fond d'un premier atelier interne UrbaLyon (le 2/6/2020) qui a permis d'identifier les principaux facteurs de changement et d'élaborer quatre figures de « l'Université rêvée, imaginée », représentations « caricaturales » d'un futur possible obtenues par la combinaison de variables entre elles.

Un second atelier (le 16/07/2020) a réuni les chargés d'études d'UrbaLyon et les acteurs de l'élaboration du nouveau SDU : Métropole de Lyon, Université de Lyon et Crous de Lyon. Cet atelier a permis de partager et d'approfondir les variables constitutives des figures prospectives en vue d'identifier des actions potentielles.

Suite à ces deux ateliers, un premier travail de synthèse a été élaboré sur les quatre figures de « l'Université solidaire », « l'Université virtuelle », « l'Université décarbonée » et « l'Université de proximité, à vivre ». La nécessité de poursuivre la co-construction des figures prospectives de l'Université avec les acteurs concernés*, pour « enrichir et apprendre du réel », a conduit à la préparation d'une méthode adaptée et d'outils d'animation, et proposer plusieurs formes d'expression d'idées : quizz, tableau « Klaxoon », poster, world café, atelier « gommettes » etc..

Deux autres ateliers d'enrichissement des quatre figures prospectives, organisés les 16/11/2021 et 23/11/2021, se sont déroulés en trois temps – un temps d'appropriation, un temps d'enrichissement et un temps de critique – pour se conclure sur un temps d'évaluation collective des figures à classer selon trois critères : la figure est-elle déjà active ? La figure est-elle probable ? La figure est-elle souhaitable ?



Les acteurs concernés ont été identifiés et invités par la Métropole de Lyon et l'Université de Lyon

Les acteurs concernés sont, d'une part, des représentants du Crous de Lyon, des différents établissements de l'enseignement supérieur de la Métropole (enseignants, étudiants, direction du patrimoine, service vie étudiante, etc.) et, d'autre part, des chargés de missions des différents services de la Métropole de Lyon (économie, vie étudiante, plan climat, prospective, veille, déplacement, etc.).

¹ Métropole de Lyon, COMUE Université de Lyon, UrbaLyon



IDÉES FAVORABLES

IDÉES DÉFAVORABLES

Rayonnement et évolution des effectifs

Accroissement des effectifs (attractivité)	Augmentation du taux de bachelier
Bon classement de Lyon au rang des villes étudiantes	Arrivée tardive des étudiants étrangers
Rayonnement international de Lyon	

Investissements et moyens d'accueil

Développement du logement étudiant	"Accroissement des effectifs sans que les moyens en m ² suivent (sites de centre ville)"
	"Moins de prise en compte des besoins en vie étudiante (santé, sport) sur les sites de centre ville"
	Faiblesse des installations face à la croissance des effectifs (salles, sport...)
	Une rénovation des campus qui donne insuffisamment de place aux services
	Une baisse de l'investissement par étudiant
	Veilleissement des bâtiments sur le campus de Bron

Vie étudiante

Crous et accompagnement des étudiants	Des logements rares et chers
Reconnaissance de l'engagement étudiant	Manque de logements étudiants
Montée en compétences des étudiants	Pas assez de services proposés aux étudiants sur le campus de Bron
"Engouement des étudiants pour les questions environnementales (via un travail de sensibilisation, d'acculturation et d'éducation sociétale de la part des établissements)"	Des équipements sportifs insuffisants et parfois médiocres
	Isolement des populations étudiants pendant la crise sanitaire
	Précarité des étudiants
	Hausse du coût de la vie/étudiant

Organisation des études

Développement de l'offre d'enseignement supérieur privé	Pas de synchronisation des semestres
Développement de la visio	Point de vigilance sur l'organisation des modalités d'enseignement hybrides (distanciel + présentiel)
Décloisonnement école/Université	Sélection avec Parcoursup

Mobilité et transports

Desserte T4 Manufacture/Doua	Pas de métro sur les sites Doua et Lyon 2 Bron
Baisse du prix des TC pour les étudiants	Difficultés d'accès TC au campus de Bron
Velov	

Gouvernance

Partenariat universités /collectivités/institutions	Référentiel DDRS : un enjeu pour les ESR trop peu mis en exergue
Co-construction du SDU	
"Agilité des établissements de l'enseignement supérieur : on peut soulever des montagnes si l'ambition est là !"	
Partenariat université acteurs éco	



COMPLEMENTS EN SÉANCE DU...

23/11/2021

16/11/2021

Rayonnement et évolution des effectifs

L'accroissement des effectifs perturbe les conditions d'accueil	Second souffle à trouver suite à la fin de l'IDEX
Une croissance pas forcément anticipée à ce niveau (grande diversité des cursus proposés / baby-boom des années 2000)	Quel est le périmètre territorial sur lequel on pense l'accueil des étudiants (métropole et territoires alentour) ?
Massification de l'ES et baisse des investissements / étudiant (répartition des moyens entre public et privé ?)	

Investissements et moyens d'accueil

L'attractivité est parfois liée à l'amélioration de la qualité de vie sur certains campus (ex : la Doua)	
Optimisation des fonciers et du patrimoine immobilier	
Diversité des campus (excentrés, centre-ville...) avec des besoins très différents (logements, transports, services...)	Les équipements sportifs sont dramatiquement médiocres

Vie étudiante

Difficulté croissante pour se loger (flexibilité versus engagement)	Animation de la vie étudiante pas assez développée sur certains campus
Des recherches de logement sur des courtes périodes (stages...)	
Le marché peine à répondre à des besoins spécifiques	
Les conditions de l'accueil sont à améliorer sur tous les sites	La précarité étudiante est une cause principale de l'échec
La communauté des acteurs de l'ES souhaite s'engager sur la voie de la transition	Précarité économique et sociale (isolement) des étudiants à mieux prendre en compte - Surveillance de l'état de santé - Fourniture de matériel informatique
Dynamisme et investissement des étudiants (ex : Corpo de l'EM Lyon sur la RSE)	Des étudiants sans ressource, ni logement (notamment étrangers) qui font appel au 115 - Aide alimentaire
Des étudiants + engagés (vie sociale) = de véritables acteurs pouvant apporter leur propre expertise	Engouement des étudiants pour la ? de la transition envirtale.
Importance de la qualité de vie dans une phase de construction de sa vie d'adulte	Quelle écoute des prises de parole "politiques" des associations militantes ?
Prise en compte de la parole étudiante	Volonté des étudiants de prendre part aux décisions sur l'ESR à venir - reconnaissance de l'engagement étudiant dans les instances et les cursus académiques

Organisation des études

Multiplication des formes d'enseignement et du nombre d'acteurs intervenants	Manque de moyens pour l'accompagnement des étudiants dans la préparation de leurs projets professionnels
Quelle compatibilité entre dématérialisation, lutte contre l'isolement et participation des étudiants à la vie urbaine ?	Nouvelles modalités d'organisation des enseignements
Mise en place d'une sélection qui oriente parfois par défaut et non par choix	
Grandes capacités de recherche dans l'enseignement public	

Gouvernance

Plaisir de mieux se connaître entre acteurs	
Changement des attentes des élus par rapport à la localisation des établissements privés d'ES (localisation diffuse plutôt que campus ?)	Territoire pionnier de mise en œuvre d'un SDU - Nécessité de conserver cette avance
Co-production d'un service territorial intégré tout au long de la vie (études, ancrage territorial, quels communs ? , formation continue...)	La crise Covid a permis de déclencher des stratégies pour mieux travailler ensemble
Développer des services connectés à la demande	Porosité entre la vie économique et le monde étudiant - Passerelles vers l'emploi
Se doter d'objectifs communs en associant tous les types d'établissements	Quels partenariats élaborer pour servir la transition ?

Restitution des ateliers d'enrichissement des figures prospectives

	Figure «Université solidaire»	Figure «Université virtuelle»	Figure «Université décarbonnée»	Figure «Université à vivre de proximité»	Variables
Économie, mode de vie étudiant	Revenu Universel	Formation et équipement numérique pour tous	Crédit carbone	Temps «conciliés» formation, communauté, entreprise	
Type d'enseignement	Agilité des enseignements	Catalogue de Mooc	Spécialisation formation / territoire	Savoirs scientifiques Professionnalisation partage d'expériences	
Environnement de travail	Accompagnement associatif	Coworking en lien avec communautés professionnelles	Végétalisation et «éco-liens»	Réseaux locaux équipements, confréries, associations, etc.	
Gouvernance	Gouvernance «ouverte»	Techno-dépendance et cyber-sécurité	Monitoring vert	Écosystème métropolitain ESR, entreprise, vie étudiante	
Atterrissage territorial	Campus décloisonné accessible	«Aterritorialité» - Espace partagé de télétravail (Épat)	«CBC*»	Campus diffus	
Étudiant «engagés»	Étudiant «engagés»	Cyber étudiant	Étudiant militant	Étudiant citoyen	
Campus de demain	scène publique / «agora»	Fin des campus	*Campus basse consommation	Campus intégré	



**RESTITUTION DES ATELIERS
D'ENRICHESSEMENT DES FIGURES
PROSPECTIVES**

(16/11/2021 ET 23/11/2021)



« Université solidaire »



©truthseeker08 - pixabay

Principales caractéristiques de l' « Université solidaire » : Le revenu universel

Chaque étudiant peut percevoir le revenu universel, sans condition de ressources (droit universel) pendant son cursus.

Le revenu universel est composé d'une part Etat, d'une part Entreprise, d'une part Collectivité. En échange de ce revenu universel, chaque étudiant doit fournir un certain nombre de services à la collectivité : travail social, travail écologique, travail innovation, travail complémentaire à sa formation initiale... formateurs de citoyens responsables.

Réactions des participants

Le revenu universel peut permettre beaucoup de choses sans qu'il ne s'agisse d'un « contrat » car les étudiants ont des profils très variés : pour certains, le revenu universel peut, simplement, constituer de l'argent de poche, tandis que pour d'autres, il peut constituer un moyen d'existence et de réalisation de leurs études.

Le revenu universel peut, également, être perçu comme laissant du temps à l'étudiant (qui n'aura pas ou que peu besoin de travailler en parallèle de ses études) pour s'impliquer dans des actions plus choisies dans les secteurs social, humain ou associatif.

L'engagement étudiant – qui peut être, aussi, une initiation, au bon moment de son existence, à la vie citoyenne en forçant cette découverte – permet de former, également, le citoyen de demain. Il serait intéressant d'intégrer cet engagement dans la formation pour diversifier les compétences, le savoir-être, etc.. Cette pratique se développe de plus en plus avec la possibilité de bonus dans la formation (crédits ECTS) et de valorisation personnelle.

Perspectives, limites et questionnements

- Le revenu universel soulève la question de sa contrepartie : n'y a-t-il pas un risque à ce que l'étudiant fasse « n'importe quoi » avec cet argent ou qu'il soit récupéré politiquement ? La seule réelle grande contrepartie du revenu universel est de former une génération de jeunes : l'apport à la société est là. Par exemple, la colocation/cohabitation n'a pas que vocation à être solidaire : il peut s'agir de combattre l'isolement, de se confronter aux autres (autres profils, autres formations et un « mix » de formations initiales, continues, en alternances, etc.) ; il ne faut pas faire de cloisonnement. Quel contrôle et quelle efficacité du revenu universel ?
- Tous les étudiants n'ont pas vocation ou envie de s'investir et de s'engager. Il semble, donc, gênant d'associer « solidarité » et « revenu universel ». En effet, avec cette variable, on a l'impression que



l'étudiant doit, absolument, être impliqué dans des associations ce qui peut faire penser, en quelque sorte, à une forme « d'injonction » qu'on ne retrouve pas dans d'autres catégories de la population percevant un revenu. Il faut, donc, requestionner cette notion « d'injonction » sur l'engagement de l'étudiant. Autrement dit, « il ne faut pas que le revenu universel devienne une injonction à l'engagement de l'étudiant ». Car l'étudiant peut être très pris par ses cours et avoir des obligations familiales : il lui faut avoir les moyens d'être disponible. Ne faudrait-il pas, alors, plutôt, parler de « bourse à l'engagement » ?

- Avant de penser « revenu universel », ne faudrait-il pas, d'abord, faciliter les conditions matérielles des étudiants, à commencer par l'accès au logement et à l'alimentation ? Cependant, dans ce cadre, le revenu universel ne risque-t-il pas de provoquer une inflation des prix ? Le cas échéant, ne faut-il pas régler les loyers ?

Principales caractéristiques de l' « Université solidaire » : L'agilité des enseignements

- L'étudiant peut composer partiellement son « parcours à la carte » selon ses propres préférences ou besoins spécifiques, tout en ayant accès à des parcours standards de formations suggérés par la plateforme en fonction du profil d'étudiant.
- Une large diversité de formations post-bac pour différents publics (jeunes, salariés, étrangers, retraités, etc.) plus axées sur la Validation des acquis par l'expérience (VAE) que sur les diplômes.
- Une distinction entre formation initiale pour les étudiants qui entament un cursus (gouvernance Etat) et formation continue / alternance / Formation tout au long de la vie (FTLV) pour un large public (gouvernance locale / contexte local).

Réactions des participants

L'agilité des enseignements est importante en termes d'ouverture des formations pour l'étudiant afin de ne pas être dans un cursus trop « enfermant » ; cette ouverture lui permet de se situer dans plusieurs disciplines. Cette agilité inviterait, également, à mettre en perspective les forces et les faiblesses de l'étudiant dans le choix de son parcours et, ainsi, lui donner de la confiance, de la curiosité, etc.. L'agilité – au sens du « parcours personnalisé » – est importante, à ce titre,

- Le revenu universel ne doit ni être un revenu de « méritocratie » ni faire écho à une forme « d'assistanat ». Aujourd'hui, la lutte contre la précarité étudiante est importante avec des actions menées par la Métropole de Lyon, notamment, des actions qui prennent tout leur sens avec la crise sanitaire et ses conséquences.
- Le revenu universel est/doit-il être territorialisé ? Doit-il être, par exemple, plus élevé à Lyon, où le logement coûte plus cher à l'étudiant, que dans une ville de taille moindre ? Doit-il être « universel » ou doit-il être adapté selon le territoire ?

pour pouvoir « rebondir ». Pour cela, il faut que l'étudiant soit bien accompagné dans son parcours afin que son(ses) accompagnant(s)/tuteur(s) puisse(nt) déterminer, avec lui, ce qui va et ce qui ne va pas dans sa formation, dans un contexte actuel de nombreuses réorientations.

L'agilité des enseignements ou, plus largement, les enseignements « à la carte » doivent, également, être ancrés territorialement par rapport à des spécialités locales ou à une identité du territoire.

Perspectives, limites et questionnements

- L'agilité permet une adaptation pour chacun et d'aider l'étudiant à valoriser l'ensemble de son cursus. Cependant, l'étudiant peut tomber dans la facilité et choisir des enseignements de sa « zone de confort ». Dans quels contextes (formation professionnelle, moment dans la formation) et dans quel cadre financier s'inscrit cette agilité ? A certains égards, proposer des enseignements à la carte peut être perçu comme une mesure « libérale ».
- L'étudiant est acteur de son parcours d'enseignement supérieur : il ne lui est pas imposé et il ne le subit pas. Aussi, la temporalité de cette agilité est importante ; à quel moment de la formation doit-elle avoir lieu : au cours du premier cycle (c'est-à-dire immédiatement après l'obtention du Baccalauréat), au cours du deuxième cycle (Master) ?



Principales caractéristiques de l' « Université solidaire » : L'accompagnement associatif

- L'objectif est d'accompagner la vie étudiante en ouvrant à des acteurs non institutionnels comme les associations du champ de l'Economie sociale et solidaire (ESS).
- L'engagement de l'étudiant dans la société peut, également, se réaliser de différentes façons : soit en cumulant une formation à l'étranger et une action dans une Organisation non gouvernementale (ONG) ou dans une entreprise française à l'étranger, soit en contribuant à l'accueil d'étudiants étrangers en France, soit ...

Réactions des participants

L'accompagnement associatif est très développé dans les grandes écoles (ex. : EM Lyon) et est très formateur ; il donne la chance, aux étudiants, de s'impliquer

Principales caractéristiques de l' « Université solidaire » : La gouvernance « ouverte »

- Une Université garante, dans sa gouvernance, d'une juste représentativité des différentes communautés et autres acteurs dans les organes décisionnels : collectivité territoriale, professeur, étudiant, entreprise, association, etc..
- Et, parallèlement, une « gouvernance ouverte » de la Métropole de Lyon qui intègre les universitaires et les étudiants => favoriser la mutualisation des moyens, des équipements publics dont universitaires, des locaux associatifs et des entreprises, etc..

Proposition : co-construire un plan d'actions solidaires par l'Université et la Métropole de Lyon avec les étudiants à l'attention des étudiants, des entreprises, etc..

Réactions des participants

En termes de gouvernances ouverte et participative, il faudrait davantage impliquer les étudiants dans la gestion de leur établissement. Dans certains établissements, l'étudiant est très « présent » dans la gouvernance – peut-être trop, car « tout ne lui est pas dû et tout se mérite » -. Dans d'autres établissements, « l'étudiant ne fait que suivre des cours sans vivre dans/avec l'établissement, à la différence de certaines grandes écoles où il est logé et vit sur place : par conséquent, il s'approprie beaucoup plus la vie de son campus (il y est très intégré) ». Ainsi, certains établissements éprouvent des difficultés à mobiliser les étudiants ; parfois même, les étudiants-élus ne siègent pas aux conseils. Le taux de participation aux élections peut y être faible.

Cette variable semble un peu « fourre-tout ». Si on augmente le poids des étudiants dans la gouvernance des établissements, il faut augmenter celui des entreprises : le point de vue de l'étudiant âgé de 20 ans est différent du point de vue des représentants

dans le milieu associatif et les prépare bien à la vie professionnelle, au-delà de ce qu'ils apprennent en cours.

L'accompagnement associatif leur permet d'avoir un impact local et de le mesurer (idée de résultats, des fruits du travail réalisé) dans des projets concrets : cela est stimulant et encourageant pour eux.

Très souvent, les grandes écoles soutiennent, financièrement, ces associations, notamment via une partie des frais d'inscriptions qui sont redirigés vers ces associations. Il y a, également, le démarchage permettant de trouver des sponsors : les entreprises (des banques ou des entreprises industrielles) acceptent car elles savent qu'elles vont trouver des profils intéressants et à recruter plus facilement.

Perspectives, limites et questionnements

Quelle correspondance entre la variable « revenu universel » – et sa contrepartie (travail social, etc.) – et la variable « accompagnement associatif » : ne font-elles pas doublons avec, comme point commun, la notion « d'engagement » ?

du monde économique. Toutefois, attention à l'enjeu de la dépendance économique avec les entreprises qui accompagnent les formations et les établissements (grandes écoles) mais qui ne correspondent pas toujours à l'éthique que veulent développer les étudiants dans leur vie professionnelle. Cela pose la question du modèle de l'enseignement supérieur, en termes de financement, etc..

Perspectives, limites et questionnements

- Comment faire pour mieux mobiliser et impliquer les étudiants dans la gouvernance de leur établissement, des étudiants parfois très « volatiles » ? Cela rejoint la question de la disponibilité pour certains d'entre eux qui travaillent en plus de leurs études. Pour autant, il est important d'avoir des étudiants présents dans les conseils pour mieux comprendre les problèmes qu'ils peuvent rencontrer dans leurs parcours de formations pour que les directions des établissements puissent leur proposer des solutions. Pour l'Université Lyon 2, peut-être que les projets de logements sur campus vont permettre de faire évoluer cela et, à l'étudiant, de pouvoir participer davantage à des associations, par exemple, en ayant plus de temps s'il ne vit pas à 45 minutes de transports en commun de son établissement. Il en est de même pour participer à des réunions de son établissement en dehors de ses cours.

- Sur quels objectifs et sur quels sujets porterait cette gouvernance ? S'il faut une gouvernance ouverte/collaborative en termes de propositions, l'Université doit rester contrôlée par les décideurs publics : les décideurs privés ne peuvent pas imposer leur façon de voir – même s'ils sont associés –, tout comme les étudiants « qui ne font que passer, pendant quelques années, dans leurs établissements de formation ». L'administration, quant à elle, doit avoir une vision à long terme. Il y a, donc, quelque chose à préciser entre la co-construction et la co-décision : tous les acteurs n'ont pas à avoir le même rôle (il faut fixer des objectifs à chacun).



Principales caractéristiques de l'« Université solidaire » : Le campus décloisonné accessible

- L'Université est aussi « hors les murs » dans des lieux qui sont réversibles et multi-usages : l'amphi devient salle de concert ou le bureau devient salle de cours, etc..
- Ouverture des équipements universitaires comme restaurants, bibliothèques, équipements sportifs et culturels, etc., à d'autres publics (salariés, etc.) avec une tarification adaptée, etc..

Enjeu de « faire vivre » les équipements universitaires en dehors des temps universitaires, avec de nouveaux usages.

Réactions des participants

Oui pour un campus décloisonné, à condition que cela s'appuie sur une bonne technicité, une optimisation et une rentabilisation des espaces. La mixité des usages des campus est importante afin de les faire vivre autrement que par les activités d'enseignement supérieur, même si ces usages ne peuvent être qu'à destination des étudiants. Ouvrir les campus à d'autres acteurs est une idée très intéressante car leur occupation coûterait moins cher à condition que cette ouverture soit bien encadrée (question de responsabilité, de sécurité ou d'entretien des campus).

Les « tiers-lieux » peuvent sembler séduisants mais l'étudiant peut s'y perdre sans se sentir appartenant à un campus ou à une structure apprenante s'il est, tous les jours, dans un endroit différent (problème de repères, de confort propre à un campus). Il y a, donc, une limite au « diffus », par exemple, en utilisant toujours les mêmes lieux : un site par arrondissement/commune (à l'image des « Maisons de la Métropole ») bien connecté numériquement et bien accessible en termes de déplacements.

Perspectives, limites et questionnements

- On s'oriente davantage vers les campus décloisonnés et vers une diffusion de l'enseignement supérieur partout sur le territoire, notamment par l'action des acteurs privés : ne faut-il pas accepter cet enseignement supérieur diffus ? Quoi qu'il en soit, l'étudiant doit être citoyen – et non pas qu'un « consommateur de formations » – de son campus avec des services urbains.
- Existe-t-il un « modèle français » de diffusion des sites/campus, par opposition au « modèle anglo-saxon » de campus compacts ? Sinon, n'est-on pas dans un « entre-deux », dans un contexte d'augmentation très forte du nombre d'étudiants depuis plusieurs décennies ? Pour les campus « à l'anglo-saxonne », la question de la présence de commerces est posée depuis longtemps : sur le campus de Nanterre (Université Paris 10), par exemple, il était interdit d'y implanter des commerces, à l'exception des librairies. Quelle place pour les services, dont les services marchands, sur les campus ?



Autres sujets abordés (hors variables)

Propositions de changement de titre de la figure

Propositions faites : « Université participative », « Université universelle », « Université accessible », « Université ouverte » (en lien avec la cité), « Université citoyenne » (qui travaille avec la composante sociale, avec les entreprises ; que l'Université ait un rôle social). Le terme « solidaire » est réducteur et sous-entend des inégalités et peut faire penser à un « rattrapage des inégalités ».

Une « université solidaire » doit, aujourd'hui, s'appuyer sur les enjeux structurels de la société, par exemple en ayant des enseignements dédiés dans les formations permettant de « déthéoriser » ces enjeux en les incarnant ou en les rendant davantage concrets. Cette figure ne propose, donc, rien de neuf : « Elle ne fait que repeindre joliment ce qui existe déjà, notamment en ce qui concerne les différences de fonctionnement entre universités et grandes écoles mais, aussi, en termes d'image et de notoriété des établissements ». Ainsi ne faut-il pas revenir sur le mot « Université » quelque peu restrictif et non représentatif de l'ensemble de l'enseignement supérieur ? N'est-ce pas, aussi, aux établissements d'être solidaires via l'ouverture, par exemples, de formations portées sur l'ESS, comme le fait, aujourd'hui, l'Université Lyon 2 ?

Difficultés à « relier » les différentes variables du tableau

« L'Université solidaire » fait presque rêver : elle puise, quelque peu, dans toutes les thématiques en essayant de trouver un équilibre entre toutes.

Les variables de cette figure font davantage penser à « l'Université de proximité » qu'à « l'Université solidaire ». D'ailleurs, il faut davantage parler de l'enseignement supérieur dans sa globalité et non parler, uniquement, de « l'Université » bien que le 'U' majuscule aille dans le sens de tout l'enseignement supérieur.

La place du territoire

La solidarité est, forcément, ancrée dans un territoire mais ce dernier semble absent de la figure « Université solidaire ». En quoi le territoire est levier – ou non – de solidarité ? La solidarité ne peut être déterritorialisée : il faut être solidaire quelque part. Si la solidarité est perçue comme un principe universel, ce n'est pas à l'Université (aux établissements) d'être solidaire mais à l'Etat comme représentant de l'intérêt général ; l'Université doit assurer un bien commun : la formation. La solidarité est un « principe politique » qui n'est pas associé à une mission.

Il s'agirait, donc, plus de l'ancrage territorial à mettre en avant plutôt que la solidarité pour l'Université : ainsi, l'ancrage territorial implique des réseaux et de la solidarité, cette dernière faisant davantage écho au « principe d'universalité nationale ». En tout cas, en la matière, la question de l'échelle / des périmètres de territoires doit être posée.

Attention à l'enseignement supérieur à deux vitesses

Il faut, à un moment donné, que les institutions publiques veillent au risque de décalage public-privé bien que celui-ci soit moins fort que dans l'enseignement secondaire. Il ne faudrait pas arriver à une binarité avec, « d'un côté, les Universités publiques « poubelles » et, de l'autre, des grandes écoles privées prestigieuses », binarité liée à un certain déterminisme social déjà à l'œuvre. L'Etat et les collectivités doivent être garants pour endiguer cet ES à deux vitesses.



Illustration : Poster réalisé lors de l'atelier du 16/11/2021

L'idée générale est une université plus inclusive. Comment ? :

- Par le revenu universel : en contrepartie, un engagement auprès des collectivités. Des possibilités d'engagements et de services pourraient, également, être offertes aux étudiants via les universités : épiceries solidaires, travail en bibliothèques universitaires, travail social, travail écologique, innovations, etc..
- Par la redynamisation des services de transports car défaillances sur l'agglomération lyonnaise avec des campus très mal connectés ou reliés (Porte des Alpes, Ecully, etc.).
- Par la performance d'une gouvernance ouverte et participative qui rejoint la reconnaissance de l'étudiant et de son engagement : donner plus de place aux jeunes dans les instances universitaires en les rendant plus décisionnels et moins consultatifs.
- Par une pédagogie agile : tout en restant dans le cœur des formations, les étudiants pourraient prendre des « options » en lien pour une meilleure orientation (surtout en dernière année de Licence, une année où les étudiants savent mieux où se diriger) et pour une meilleure insertion/professionnalisation.
- Par un réseau de maillage de campus sur le territoire avec deux volets : le campus « connecté » et les antennes d'établissements (universités) déjà présentes à Bourg-en-Bresse ou Roanne dont on ne peut se départir car répondant à la logique selon laquelle l'enseignement supérieur fasse lien avec les autres territoires que la Métropole de Lyon (villes petites et moyennes), tout en gardant une connexion avec cette dernière.

Perspectives et questionnements

- Faut-il une contrepartie au revenu universel car l'esprit de celui-ci n'est pas de (re)mettre l'étudiant en difficulté tout en étant conscient qu'il faut un juste retour des choses : l'étudiant ne doit pas se sentir redevable mais il s'agit, plutôt, de poser l'action pour ne pas mettre en difficulté le cycle de ses études ;
- « parcours à la carte » : attention au moment où celui-ci est rendu possible dans le cursus afin d'éviter que l'étudiant « s'éparpille » dès le début de son parcours. Il y a, peut-être, besoin d'un cadre plus sûr après que l'étudiant ait assuré/stabilisé son projet professionnel, c'est-à-dire à un moment où celui-ci devient plus lisible pour lui et pour un employeur/recruteur (ce « parcours à la carte » ne doit pas le desservir à son entrée sur le marché du travail car mal identifié sur un profil spécifique) ;
- Campus « hors les murs » et de mise à disposition des locaux dans d'autres buts/vocations ou pour d'autres types d'événements que celui de l'enseignement : comment on accueille ? Comment cela peut-il se faire ?

Université virtuelle



Principales caractéristiques de l'« Université virtuelle » : La formation et l'équipement numérique pour tous

- Chaque étudiant et enseignant dispose d'un équipement informatique et d'un Service après-vente (SAV) informatique
 - La Métropole de Lyon a un rôle de régulation et pilote les négociations avec les fournisseurs, via la mise en place de conventions avec les entreprises
- L'enjeu est de trouver un équilibre entre enseignement virtuel et présentiel, afin de maintenir un lien relationnel entre étudiant et enseignant, et d'expérimenter de nouvelles façons d'enseigner

Réactions des participants

C'est un changement radical qui va nécessiter l'acquisition de plus grandes compétences sur les matériels informatiques (apprendre à configurer son ordinateur, à le réparer et le faire évoluer, à l'utiliser, etc.) et les usages des interfaces numériques.

On pourrait établir un premier semestre d'enseignement général qui permette d'acquérir un socle de compétences nécessaires au parcours d'enseignement virtuel (cybersécurité, maîtrise des données personnelles, interfaces numériques, etc.).

Il faut former les enseignants à cette digitalisation, à l'hybridation des cours. Les enseignants doivent pouvoir disposer de matériels adaptés (caméra, tablette graphique, tableau numérique personnel, etc.).

Il faut, aussi, penser à limiter l'obsolescence programmée des matériels, à adopter des logiciels libres et à utiliser du matériel reconditionné, voire mettre en place un SAV informatique.

Il y a un enjeu de structuration d'une industrie de l'intelligence artificielle.

Perspectives, limites et questionnements

- Face aux difficultés pour l'accessibilité à des matériels adaptés, selon la situation sociale des étudiants, comment garantir l'équité ? L'équipement numérique pour tous, ce n'est pas forcément le cas selon les campus et le niveau social des étudiants. La Métropole de Lyon pourrait venir en appui de la négociation de contrats importants pour l'acquisition de matériels (assurer une indépendance matérielle). Pour garantir l'équité, un niveau d'équipement de base (matériel/logiciel) ne devrait-il pas être fourni à l'entrée dans le cursus, puis maintenu à jour ?
- Ne faudrait-il pas donner de l'argent aux étudiants pour s'équiper ?
- Les établissements ne devraient-ils pas mettre en place des systèmes de prêt ?



Principales caractéristiques de l' « Université virtuelle » : Le catalogue de Mooc

- Chaque cyber-étudiant-citoyen peut venir « piocher » selon ses besoins de formation initiale ou continue dans une plateforme électronique d'accès à un catalogue de Mooc ; il construit son « parcours à la carte »

L'évolution vers une hybridation des formations permet de répondre, au plus près, aux demandes des entreprises et des territoires

La Métropole Universitaire Globalisante est dotée d'un tronc commun de formations et des spécialisations, avec un accès pour tous à un « Open Source », y compris aux recherches des laboratoires (cf. chercheurs de Liège)

Le numérique va accélérer la dépendance à un système globalisé (facteur exogène).

Réactions des participants

Faciliter la Formation tout au long de la vie (FTLV) est intéressant. C'est la fin de la figure de l'étudiant classique (post-bac) car n'importe qui pourra accéder aux études supérieures à n'importe quel moment de son parcours de vie. C'est la fin de la période d'âge particulière. On mélange formation initiale et formation continue. On efface les frontières entre « l'étudiant » et le reste du monde. La connaissance est rendue plus facilement accessible au plus grand nombre.

L'enseignement à distance (être face à 30 petites cases noires) n'est pas agréable pour l'enseignant. Les outils utilisés durant la crise Covid n'étaient pas les mieux adaptés. Il faut réinventer des modèles d'enseignement (comment organiser/formaliser les travaux de groupe ?). Les qualités de l'enseignant ne seront plus les mêmes... Il faut penser des Mooc dynamiques, et les enseignants vont devenir des « acteurs » ou bien des avatars afin de faire vivre leurs cours à distance... Une énorme transition a déjà eu lieu avec l'arrivée d'Internet qui a rendu la parole professorale plus directement critiquable.

Développer des méthodes pédagogiques différentes, l'enseignant devient un guide et un appui pour les élèves (choix des cours, compléments, etc.). L'enseignant pourrait rédiger des cours mais les faire donner par d'autres acteurs ! Evolution des modes de transmission de la connaissance, moins descendants (ex. : un enseignant envoie un cours que les étudiants s'approprient avant un échange collectif). Les enseignants ne devraient plus « donner » leurs cours de manière magistrale mais être mieux formés à l'interaction. Travailler en mode projets. On a, parfois, plus de liberté derrière un écran, et l'interactivité s'en trouve renforcée.

Certains enseignements ne peuvent pas être virtuels, pour les métiers plus concrets ou techniques, nécessitant des expériences physiques (médecine, ingénierie technique, biologie, etc.) L'Université virtuelle est plus adaptée aux Sciences humaines et sociales (SHS). Certains savoirs ne peuvent pas être enseignés à distance et nécessitent une expérience de terrain. Un catalogue de Mooc est intéressant s'il s'agit d'un complément à la formation présentielle.

La tendance des Mooc est en marche, et si elle se poursuit, l'Université virtuelle deviendrait le « Métaverse »

de l'enseignement supérieur c'est-à-dire un univers virtuel (sans repère physique) doté d'outils digitaux, à l'image des « task force » étudiantes travaillant via les plateformes numériques. L'intelligence artificielle organisera la vie étudiante : les échanges, les cours, les temps forts, etc.. Les jeunes étudiants sont assez à l'aise avec tout cela et s'y projette plus facilement que les générations précédentes.

Possibilité d'accéder à de nombreuses ressources en ligne. A l'EM Lyon, par exemple, il y a déjà un parcours à la carte qui permet de choisir les cours, cela ouvre la possibilité d'assouvir les envies de curiosités ou bien de combler des besoins spécifiques. La difficulté du parcours à la carte est de ne pas savoir quoi choisir, et le risque de se tromper quant à ses besoins académiques est important. Il pourrait y avoir un manque de continuité ou d'articulation entre les cours choisis, d'où la nécessité d'avoir des parcours cohérents proposés, avec des possibilités d'options. Le parcours à la carte total n'est pas souhaitable. Si un étudiant veut un parcours utile, il ne faut pas lui laisser un trop grand choix. Il faut poser des jalons pour définir des combinaisons de cours qui soient professionnalisantes et qui aboutissent à l'employabilité. Il serait intéressant de disposer d'un guide de sélection des cours en fonction des projets professionnels.

Si c'est un algorithme (type Parcoursup) qui détermine les parcours de formation, il y aura un risque de décrochage et d'inadaptation. Attention au risque d'uniformisation, de formatage des étudiants.

Perspectives, limites et questionnements

- L'expérience récente en montre les limites (fatigue numérique, lassitude, manque de liens humains, etc.) Qui est le garant de la qualité des supports / des cours ? Des outils d'animation et d'accompagnement sont à élaborer.
- Quelle possibilité d'interactions lorsque l'on suit un Mooc : sont-elles plus ou moins élevées que lors d'un cours en présentiel ? Il y a des risques de perte de sens pour les professeurs, de démotivation, etc., donc des limites pédagogiques.
- Que devient la recherche dans l'Université virtuelle ?
- Une figure ressentie comme « horrible », mais dont certains aspects se révèlent très pratiques : facilité d'accès aux ressources en ligne, démocratisation des savoirs. Mais face à l'abondance d'offre, ne risque-t-on pas d'être perdu, voire saturé ? D'où le besoin de guidage et d'accompagnement. Le virtuel, c'est bien en complément d'une offre présentielle. Possibilité d'ouverture vers des champs disciplinaires plus difficilement accessibles localement.
- Donner accès à d'autres cours que ceux qui sont prévus dans le cursus/tronc commun est intéressant. Cela limite aussi les frais de transport. Mais il faut trouver un juste équilibre avec une souplesse d'accès et une ouverture plus large de l'accès aux connaissances : concilier, par exemple, un parcours d'ingénieur et de sciences politiques, en mixant les enseignements classiques et distanciels. Accéder, aussi, à des parcours de formation dispensés dans différents lieux. Faut-il tendre à une uniformisation des cours en recherchant les cours les mieux notés, ou bien enrichissement de l'offre en accédant à des cours partout dans le monde ?



Principales caractéristiques de l' « Université virtuelle » : Le co-working en lien avec les communautés professionnelles

- L'opportunité offerte de mixer enseignement virtuel et enseignement présentiel est aussi l'opportunité à davantage de système collaboratif et d'innovation avec de nouveaux espaces d'échanges et d'interactions
- « Formation tout au long de la vie » (FTLV) : l'accès à la formation, pour les salariés, est facilité grâce à l'université virtuelle

« Campus Poreux », accessible à d'autres acteurs : acteurs sociaux, entreprises, etc.

L'entreprise sur le campus en physique et en virtuel
La virtualisation / dématérialisation de l'Université va entraîner une dé-spécialisation des sites géographiques, en lien avec l'évolution du tissu économique industriel / entrepreneurial lyonnais et de l'évolution générale des écosystèmes économiques dans les grandes métropoles.

Réactions des participants

L'enseignement à distance, vécu durant la crise Covid, s'avère être un modèle compliqué à cause du faible nombre de relations sociales derrière l'écran (tant avec les étudiants, qu'avec les enseignants, mais aussi avec les acteurs professionnels : il a été plus difficile de chercher un stage ou une alternance). Pour la proximité du quotidien, ce n'est pas évident.

Déshumanisation de la formation et de l'enseignement (échange de savoirs) ; a contrario, cela permet de développer les échanges avec les anciens, les alumni... des liens plus forts dans la vie étudiante (« bulle de vie »).

Tout ne passera pas par le co-working (ex. : on parle de tourisme expérientiel, de shopping expérientiel). On pourrait imaginer un monde avec un rejet du global (retour des frontières, patriotisme, zone à défendre, etc.).

Ce ne sera pas l'a-territorialité, mais plutôt un transfert des lieux : travailler chez soi, plutôt que sur le campus. Cela risque de renforcer les inégalités de logement (avec le besoin d'espace pour installer un bureau de travail chez soi).

Le co-working permettrait d'intégrer des étudiants isolés (territoires éloignés périurbains ou ruraux). Il y aurait, aussi, besoin de lieux-totems en ville qui offriraient une certaine mixité (associations, entreprises). Importance de conserver une relation entre pairs. Le co-working partagé avec d'autres communautés professionnelles ou sociales pourrait s'avérer intéressant s'il n'est pas totalement dématérialisé !

Réaliser des stages en entreprises permet, aussi, de développer les compétences. Imaginer des troncs communs qui s'enrichissent de choix libre d'options, pour diversifier les approches et élargir les regards : un « parcours à la carte qui soit balisé ». C'est important de pouvoir accéder à des formations pour lesquelles on se passionne.

Perspectives, limites et questionnements

- Difficile de se projeter dans le positif de cette figure, surtout qu'elle paraît antinomique avec la décarbonation. Elle pourrait, aussi, générer de grosses difficultés sociales. L'Université a vocation à former des esprits critiques qui se nourrissent du contact physique avec les autres. Que deviendra le rôle « humaniste » de l'Université ?
- N'allons-nous pas vers une combinaison entre cette université virtuelle, où l'on accède à la connaissance universelle dans une posture très globalisée, et un retour à l'hyperlocal ? Comment prendre le meilleur des deux univers ? Que garde-t-on en présentiel ? Les interactions permettent un meilleur apprentissage / la socialisation est aussi importante. L'alternance se développe car elle correspond à un besoin d'ancrage très fort. L'incorporation passe, aussi, par du concret : aller vers plus d'ancrage au sein des laboratoires de recherche et des entreprises. L'ancrage territorial est fort, confère les postures militantes d'aujourd'hui : « pour changer le monde, il faut changer le travail ». C'est en agissant localement que l'on peut changer globalement : comment résoudre les problèmes à l'endroit où ils se trouvent ?



Principales caractéristiques de l' « Université virtuelle » : La techno-dépendance et la cyber-sécurité

- Enjeux nationaux, voire internationaux, à structurer une industrie d'intelligence artificielle face à l'avancée et à la puissance des technologies chinoises et aux dépendances aux Gafa
- Formation à la cybersécurité à intégrer dans le socle commun des formations

Réactions des participants

La cybersécurité est un enjeu-clé (protection des données, propriété intellectuelle, vols de données issues de la recherche, gestion de l'image, etc.). Il faut renforcer cette filière. Une formation initiale à la cybersécurité serait importante.

L'impact environnemental de la virtualité pose question (énergie, ressources, eau, terres rares, etc.). Quel est le bilan carbone comparé du modèle actuel (déplacements, bâtiments, etc.) et du modèle virtuel (soutenabilité des infrastructures numériques) ? Faire

prendre conscience de l'empreinte écologique du numérique. Pédagogie sur le bon usage du numérique (éducation à l'utilisation des médias virtuels).

Dans un monde virtuel, il faudrait mettre en place des espaces de déconnexion.

Perspectives, limites et questionnements

- Comment conserver une université qui forme au savoir-être et à une critique des médias utilisés ? Aller vers des capacités de mutualisation des savoirs.
- Qui est le garant objectif des formations ? Qui maîtrise et délivre les formations ? Comment faire pour que l'université virtuelle ne soit pas instrumentalisée par de grands opérateurs ?
- L'emprise des entreprises privées sur l'enseignement supérieur et la recherche pourrait être accentuée. Quel rôle pour les Gafam qui ont tendance à s'approprier les plateformes ? Risque de captation complète des savoirs et des chercheurs. Certains opérateurs pourraient vouloir renforcer la virtualisation de l'enseignement dans leur propre intérêt : comment lutter contre ?

Principales caractéristiques de l'« Université virtuelle » : L'« Aterritorialité » – Espace partagé de télétravail (Epat)

- Les « Epat » sont à destination des formations spécialisées tandis que les espaces physiques des Universités sont réservés à la recherche et au développement des compétences relationnelles et collaboratives, via les neurosciences

Les campus « se vident »

Potentiel de réversibilité d'une partie du parc immobilier des campus existants qui constituent une réserve foncière publique pour accueillir de nouveaux usages, des services d'intérêt général pour les populations de la ville de demain

Besoin de définir la marque et l'identité de l'Université lyonnaise : quelle est sa spécificité ?

Réactions des participants

Les moments informels (entre étudiants/avec les enseignants) en dehors des cours sont, aussi, très importants. Les espaces de co-working sont aussi une possibilité de brassage de nature différente, avec de possibles synergies inattendues. L'espace de co-working doit, aussi, proposer une certaine animation. Les espaces de co-working ne permettent pas de se retrouver entre pairs : on crée moins de liens de solidarité.

Faciliter la réversibilité du parc immobilier des campus est un enjeu : pour cela, il s'agit de réinterroger le potentiel de ce parc. L'une des opportunités résiderait dans la possibilité de décloisonner les fonctions des espaces universitaires et des campus, peut-être en libérant des espaces ou en les rendant réversibles (ex. : des amphithéâtres ou des salles de cours pouvant servir à d'autres usages). La modularité et la réversibilité des espaces sont des questions qui se posent déjà aujourd'hui car les potentiels existent. Toutefois, le dialogue entre les autorités gestionnaires, pour partager les capacités et les besoins, semblent manquer. La modularité et la réversibilité posent, également, le problème de la sécurité de ces espaces et celui d'un cadre juridique contraignant. Il semble difficile de gérer cette souplesse/flexibilité des locaux : par exemple, la sécurisation totale entraîne une certaine privatisation.

Les besoins en logements paraissent différents aujourd'hui : les étudiants peuvent rester davantage chez eux en raison de cours dispensés en ligne. Cela peut poser un problème de confort de l'espace de travail au domicile (logements petits, mal équipés, etc.). La précarité énergétique risque de s'accroître ; c'est, ainsi, le problème de l'inégalité dans les conditions d'étude qui pourrait se poser si l'espace commun n'existe plus.

L'a-territorialité peut être synonyme d'une meilleure accessibilité géographique (notamment, pour les étudiants domiciliés loin des campus). L'Université virtuelle se joue, aussi, dans les transports : comment rendre utile le temps passé dans les déplacements longs, en favorisant les modalités de connexion (prises, wifi...). Opportunité, aussi, pour changer le calendrier universitaire qui peut être plus souple. Souplesse des horaires d'enseignement.

Perspectives, limites et questionnements

- L'Epat : quel est l'intérêt d'enlever l'Université pour recréer des espaces communs d'université ? L'intérêt pourrait être dans la gestion de l'augmentation des effectifs étudiants : une partie en présentielle et une autre partie à distance (libération de salles de cours).
- Quelle organisation pour rendre le modèle viable ? Que devient la relation sociale ? Risque d'isolement / Capacité à échanger avec des étudiants de sa propre filière ? Quel avenir des « alumni », si les étudiants de l'université virtuelle ne se connaissant pas physiquement, ne se côtoient pas ? Quel sera l'attachement à l'école, à l'université ? Va-t-on créer une communauté étudiante hétérogène qui dépendra, non pas d'un établissement en particulier, mais de tous les établissements ? Le retour à la maison (crise Covid) a marqué une rupture dans les trajectoires de vie et le passage à la vie adulte pour certains étudiants. Risque de ne pas faire campus. Manque de lien social et difficulté d'élaboration d'un sentiment d'appartenance. Besoin de moments de partage. Quelles conséquences culturelles, physiques ? Comment la personnalité se construit en restant trois ou cinq années supplémentaires chez ses parents ? Frein à l'émancipation sociale.
- Il faut que l'Université s'adapte mieux et plus vite à l'émergence du télétravail car la tendance apparue avec la crise Covid pourrait se poursuivre (quels lieux ? Quel modèle de fonctionnement ? Quels équipements ? Quelle organisation immobilière ?). Les lieux hybrides doivent s'organiser en lien avec la communauté d'enseignement supérieur, mais celle-ci manque de ressources pour gérer ce type d'espaces. « Il semble difficile de croire que les campus se vident malgré la croissance des cours à distance ». L'essor du distanciel varie selon les filières : certaines nécessitent des moyens techniques particuliers et de l'expérientiel.
- A-territorialité : que veut dire ne plus appartenir à un espace physique (dans l'absolu, on ne pourra plus se réclamer de l'Université de telle ou telle ville...) ? Que devient la marque, l'image de l'université lyonnaise ? Quel impact économique d'une université virtuelle (consommation quotidienne des étudiants, loyers, etc.) ? Risque de déséquilibre de l'environnement socio-économique (une ville où il n'y aurait plus de jeunes) ?
- L'hypothèse Métaverse (réalité virtuelle) est à la fois captivante et repoussante : création d'avatars, de lieux extraordinaires, d'une vie parallèle sublimée... mais que devient la personne physique (mental, corps...) ? Les réseaux sociaux créent des communautés (d'idées, d'intérêts, de passions) dans lesquelles on se retrouve enfermé et qui, finalement, ne facilitent pas l'ouverture.
- L'avancée vers l'université virtuelle se fait par paliers (dont un grand a été franchi à marche forcée lors de la crise Covid). Quels garde-fous face aux difficultés sociales potentielles ? Quel serait le rôle de la Métropole de Lyon dans cette figure : la mise en place des infrastructures ? La maîtrise des savoirs ? Le garant tiers de confiance ? Le régulateur ?

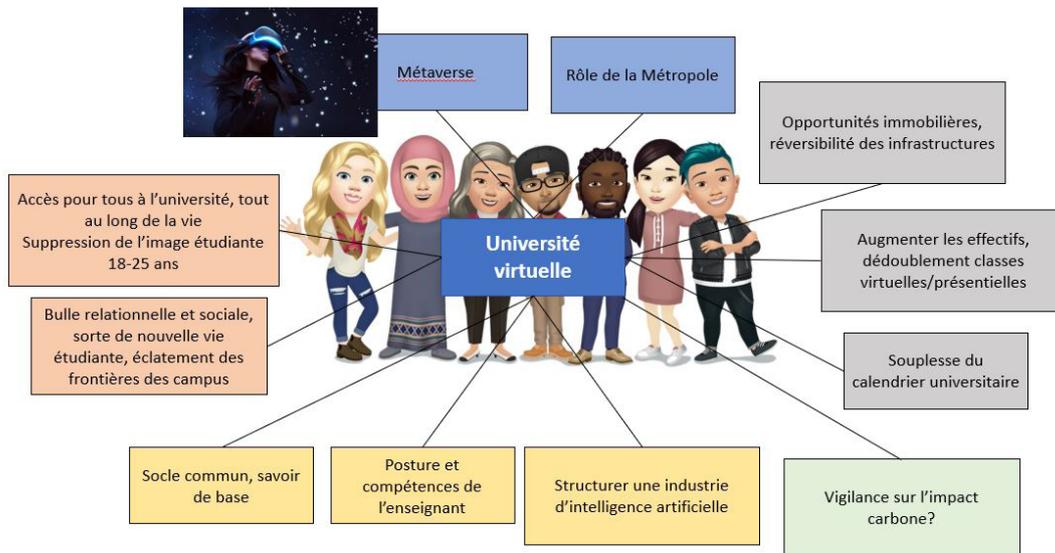


Illustration : Poster réalisé lors de l'atelier du 16/11/2021

« Université décarbonée »



Principales caractéristiques de l'« Université décarbonée » : Le crédit carbone

- Le crédit carbone vise à limiter l'empreinte carbone et à contraindre les mobilités dans un contexte d'influence endogène (local) avec un fort niveau de maîtrise locale publique
- Un « forfait mobilité durable pour tous » viendrait compenser la mesure du crédit carbone dans un enjeu de justice et d'équité pour garantir la mobilité des étudiants dans les territoires ayant une faible offre TC

Enjeu de corrélation entre la localisation des sites universitaires de vie étudiante (dont logement) avec l'offre de TC

Proposition : participation financière des AOT qui « s'entendent » pour un forfait mobilité unique.

Réactions des participants

En quantifiant ses déplacements, l'étudiant prend davantage conscience de son empreinte carbone et agit en les modulant.

Le bilan carbone de l'attractivité et du rayonnement international pourrait être en contradiction avec la figure de « l'Université décarbonée », à l'instar des cursus universitaires qui intègrent des stages à l'étranger. Il faudrait resserrer l'échelle de l'attractivité à celle de l'Europe. Concernant le reste des échanges avec les autres continents, Amérique et Afrique, en accordant une place plus importante au numérique dans les formations et les échanges pour limiter l'empreinte carbone.

La crise sanitaire a obligé les chercheurs à s'adapter en matière de déplacements ; il serait intéressant de mesurer ce que cela a apporté de pousser à l'extrême le schéma de l'Université décarbonée lors de cette crise, multipliant les flux numériques avec un engorgement des outils, déplaçant une « non mobilité physique » en « mobilité numérique » allant jusqu'à « mettre à genoux » certains systèmes.

Perspectives, limites et questionnements

- Si on limite les déplacements pour diminuer l'empreinte carbone des étudiants durant leur cursus de formation ou après (en période d'insertion professionnelle), le risque de repli, de manque d'ouverture et, par conséquent, d'appauvrissement, est fort dans un contexte où les territoires sont de plus en plus interconnectés. Dans ce cadre, comment fait-on pour exercer des activités de recherche et d'enseignement en limitant les liens physiques aux niveaux national et international ? Il faudra penser les déplacements de manière plus durable : prendre le train plutôt que l'avion, quitte à allonger les temps de parcours.
- Les inégalités entre les étudiants de pouvoir générer du crédit carbone : selon leurs profils, les étudiants (ex. : étudiants en prépa, en médecine, etc.) n'ont pas la même disponibilité de temps pour pouvoir faire des activités permettant d'acquérir des crédits carbonés (en écho à la variable « Végétalisation et éco-liens »).
- Le crédit carbone induit des comportements sobres et une prise de conscience des enjeux environnementaux. Toutefois, il ne s'agit pas de mettre en place des mesures trop coercitives qui pourraient, parfois, être déconnectées des modes de vie et des besoins des étudiants. (stages d'immersion à l'étranger, échanges inter-universitaires, etc.).

Principales caractéristiques de l'« Université décarbonnée » : La spécialisation (formation / territoire)

La spécialisation des territoires interroge l'adéquation entre l'offre de formation universitaire, la vie des territoires et le bassin d'emplois

- Mesurer le risque d'une perte de mixité et d'échanges sur les sites universitaires
- Nécessaire synergie et coordination entre les AOT, les universités, les Métropoles Lyon et de Saint-Etienne et la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Réactions des participants

Ily a de vrais choix concernant la localisation des formations universitaires, entre localisation en hypercentre (aménités urbaines) et localisation proche des sites économiques : pour exemples, la Vallée de la chimie (cœur industrielle de l'agglomération lyonnaise) qui n'a pas de site d'enseignement supérieur, ou le site industriel de Marcy-l'Etoile, producteur de vaccins, tandis que la recherche se situe à Gerland (Lyon 7^e).

La prise en compte des mobilités locales – intra-territoriales –, à l'échelle de la métropole de Lyon et de la région est importante pour mettre en synergie les acteurs de l'enseignement supérieur et ceux du monde économique.

Également, il faut considérer la logique économique des établissements privés d'enseignement supérieur, parfois en décalage des orientations de l'actuel SDU 2010-2020. En effet, ces orientations visent à polariser l'enseignement supérieur et la recherche sur les campus afin de lutter contre sa dispersion sur le territoire. Pour autant, elles ne sont pas toujours suivies car priment les logiques d'opportunités foncières,

Principales caractéristiques de l'« Université décarbonnée » : La végétalisation et « éco-liens »

- La mise en place du Revenu universel jeune offre l'opportunité d'une justice sociale et permet aux étudiants de dégager du temps pour des actions de végétalisation et d'éco-liens
- Idée d'actions permettant de générer du crédit carbone : chantiers étudiants de réhabilitation énergétique et de végétalisation des campus, incitation à des écocgestes, création de potagers partagés avec les habitants, flot de touc-touc étudiants au service des PMR, ...
- Accompagnement des entreprises dans les actions citoyennes des étudiants

Enjeu d'hybrider la formation et l'action des étudiants avec des formations complémentaires, à la fois intellectuelles et manuelles

Réactions des participants

Une certaine contradiction dans la figure entre une université de proximité, qui serait dispersée sur le territoire (avec la fin des campus en tant qu'entités géographiques), et l'investissement de l'étudiant dans

financières et de rentabilité économique (promotion immobilière) de certaines écoles qui peuvent bénéficier d'importants financements. « Ces investissements leur permettent de s'implanter en hypercentre ou dans des tissus urbains à proximité des campus pour faire bénéficier, à leurs étudiants, des services sans pour autant y contribuer ».

La sobriété dans l'Université/ES de demain est d'abord un enjeu sociétal qu'un enjeu territorial.

Perspectives, limites et questionnements

- Le développement et l'implantation éparse de l'enseignement supérieur privé sur le territoire, comme c'est le cas des collèges privés qui se déploient fortement, engendrent des distanciations sociales, des évitements scolaires des établissements publics, etc..
- Les formations, la spécialisation et les métiers de demain réinterrogent le besoin de former, principalement, « des bac +5 ». Il réinterroge, également, le schéma linéaire du cursus universitaire, en proposant des formations plus courtes pour rentrer plus vite dans la vie active, tout en permettant de revenir à la formation plus tard. Une place plus importante est à consacrer à la « Formation tout au long de la vie » (FTLV).
- Faire de la proximité ou de la spécialisation des formations... mais pas trop : cela pourrait aboutir à une déconnexion avec le marché global (national et international) du travail ; d'autant que ce n'est ni le rôle ni la vocation de l'Université de faire du local (principe « d'universalisme » de l'Université). Même si un étudiant trouve un premier emploi localement, il y a de fortes chances qu'il soit appelé à bouger par la suite ; c'est pourquoi l'enseignement de proximité ne rentre pas forcément dans le thème de « l'Université décarbonnée » sur le moyen terme.

les associations étudiantes qui restent, principalement, rattachées au campus.

La notion de « décarbonation » devrait être centrale et porteuse de valeurs, avec de nouvelles façons d'enseigner et d'innover ; mais il est important de bien mesurer l'empreinte carbone de chaque innovation.

Perspectives, limites et questionnements

- La frontière entre bénévolat et activité professionnelle dans les actions de végétalisation, les éco-liens et les éco-gestes : l'investissement de l'étudiant ne doit pas être contraint mais proposé. D'autant que le temps de l'étudiant reste limité : une nécessité de choix d'investissement de son temps s'impose à lui, entre sa vie locale et sa vie d'étudiant (sur son campus, dans son établissement).
- Le « mirage de la croissance verte », le « verdissement » des installations : il faudrait parler davantage de « sobriété » et de « transition », à la fois dans les contenus des formations mais, aussi, plus globalement, dans l'accompagnement collectif ou individuel ; d'où une nécessaire adaptation tant au niveau de la connaissance en la matière qu'au niveau de l'implication des individus. Certains étudiants, déjà impliqués, pourraient être « plus moteurs » de la transition et de la sobriété (que les enseignants) si on leur en donne les moyens.



Principales caractéristiques de l' « Université décarbonnée » : Le Monitoring vert

L'objectif est la mise en place d'une batterie d'indicateurs dans le cadre d'une gouvernance « ouverte », via la création d'un organe tripartite à l'échelle de Lyon – Saint-Etienne (étudiants – Villes – Métropoles – Etat)

Proposition : mise en place d'un « Challenge des universités » pour un enseignement supérieur plus décarboné (animation).

Principales caractéristiques de l' « Université décarbonnée » : Le « Campus basse-consommation » (CBC)

- Des « Data center économes en énergie » = des petits centres de stockage, en réseaux, distribués sur l'ensemble du territoire et mutualisés

Quelle homogénéité dans la stratégie de stockage des données entre enseignement public et enseignement privé ?

Enjeu de stratégies foncière et immobilière avec un fort niveau de maîtrise locale publique, pour garantir la mise en réseau de data center.

Réactions des participants

Il est plus important de réduire le nombre de data center que de les mettre en réseau. Pour les établissements de l'enseignement supérieur et la recherche, il reste un long chemin à parcourir car ils souhaitent maîtriser le stockage de leurs données. Néanmoins, il y a des avancées comme sur le Campus Lyon Tech – La Doua, sur lequel il y a une entente entre les établissements pour n'avoir qu'un seul data center. Pour réduire le nombre de data center, il faut rationaliser et mutualiser les données.

Il faut optimiser l'utilisation de tous les bâtiments universitaires pour réduire l'empreinte carbone qui s'aggrave avec la non-utilisation/fermeture des bâtiments plusieurs mois de l'année ; cela est valable, non seulement pour les bâtiments sportifs et culturels mais, aussi, pour les salles de cours, les amphithéâtres, etc.. Aussi faut-il réfléchir à :

- la mutualisation et la gestion du/des temps pour limiter le nombre de bâtiments universitaires à construire et pour optimiser l'utilisation des bâtiments existants ;
- la conception de bâtiments « multi-usages ».

Réactions des participants

Il existe un scope des émissions de CO2 selon plusieurs catégories : de ce qui est polluant à ce qu'il est moins. De même, il existe des outils permettant de calculer l'empreinte carbone. Peut-être faudrait-il mettre en place de tels outils pour mesurer l'empreinte carbone des campus ?

Cela se développe de plus en plus dans les établissements d'enseignement supérieur, notamment par leur direction du patrimoine qui mettent en place une veille et qui se fixe des objectifs à court et/ou moyen termes ; il serait intéressant d'y associer les étudiants, via leur formation afin qu'ils intègrent des compétences professionnelles par ce biais.

Est, donc, sous-jacente la question du « virtuel ». Le campus basse-consommation dépasse la question des data center : elle aborde la gestion du patrimoine, la logique des enseignements à distance pour déconcentrer les locaux/bâtiments (qui sont des émetteurs importants) et pour limiter/réduire les mobilités. Mais il ne faut pas réduire l'enjeu de l'Université décarbonnée à des enjeux de réduction des mobilités : c'est une vision instrumentale sur des résultats et non sur des processus. Il faudrait pouvoir proposer des indicateurs sur les processus (tri des déchets, etc.) (en écho à la variable « Monitoring vert »).

Perspectives, limites et questionnements

- Il faudrait réfléchir sur le potentiel des data center comme sources d'énergie via la mise en place d'un système circulaire de récupération de la chaleur, par exemple.
- Le mot « sobre » ne serait-il pas meilleur que « décarbonnée » pour la figure ? Dans ce cadre, on est plutôt sur les résultats et non sur les processus de la sobriété. La sobriété renvoie à l'individu bien qu'il soit important de ne pas tout centrer sur l'individu, même s'il y a consensus à la sobriété. La question de l'alimentation est, également, un paramètre important dans la sobriété. La sobriété doit être co-construite : ce n'est pas que les étudiants mais tous les usagers du campus et de la ville (entreprises, par exemples) qui doivent en être les acteurs et, ainsi, être efficaces en la matière. On pourrait, d'ailleurs, reproduire sur les campus ce qu'on fait dans les villes.
- On peut imaginer une Université décarbonnée juste parce qu'on n'a pas le choix. Qu'est ce qui se passe si les prix de l'énergie sont multipliés par 3 ou par 10 ? Comment fait-on si le modèle de l'Université numérique est trop énergivore ? Nous sommes là dans l'hypothèse d'un scénario maîtrisé mais, peut-être que dans les années à venir, nous serons dans un scénario de rupture par rapport à ces énergies. En termes de résilience, l'Université dispose-t-elle d'un plan B ou d'un plan C pour faire face à des scénarios de rupture en matière énergétique ?



Illustration : Poster réalisé lors de l'atelier du 16/11/2021

L'idée centrale de l'Université décarbonée : le crédit carbone ou inciter tout le monde à agir, à compenser et être un acteur de l'Université décarbonée

Comment ?

- Chacun serait limité dans ses déplacements avec un forfait mobilité durable pour tous ; également, en cas de dépassement du forfait mobilité, idée de compensation avec des actions écocitoyennes, de végétalisation, etc. ;
- Parallèlement, la mise en place d'un revenu universel jeune pour mener des actions qui génère du crédit carbone ;
- Mettre en place des outils incitatifs pour faire des choix décarbonés, comme s'appuyer sur du « monitoring vert », des indicateurs, afin de mettre en exergue sa basse consommation, son empreinte environnementale et utiliser ces résultats quantifiés pour organiser des sortes de « challenge » entre établissements (mieux reconnaître les résultats obtenus et les valoriser) ;
- Contribuer au développement des mobilités douces, en incitant à passer sur ce mode de transport ;
- Développer les « circuits-courts » qui pourraient se traduire dans :
 - La contribution du monde universitaire dans le changement des pratiques alimentaires,
 - L'ancrage territorial de l'Université en offrant des formations qui répondraient aux besoins de compétences et d'emplois des acteurs économiques locaux, tout en limitant les consommations d'énergie liées au transport, à l'habitat,
 - Le lien social à travers la réalisation de jardins potagers, la végétalisation de la ville, tout en s'adaptant au changement climatique et à mieux appréhender l'augmentation des températures en créant les îlots de fraîcheur.

Pourquoi faire une figure « décarbonée » de l'Université ? Le développement durable, la transition écologique, le bilan carbone, etc., sont des invariants de l'Université de demain : ce n'est pas une figure mais une composante des figures.



« Université à vivre, Université de proximité »



©fauxels-Pexels

Principales caractéristiques de l' « Université à vivre, Université de proximité » :

Les temps conciliés

- L'étudiant a l'opportunité de concilier le temps « formation », le temps « entreprise » et le temps « communauté » (= permettre l'obtention d'un revenu universel)
- l'enjeu est la coordination des temps multiples face au risque de surmenage ; maîtrise forte nécessaire par la gouvernance locale

Mettre en place un « emploi des temps » avec un référent qui coordonne (= conseiller université) et un parrainage par une association et/ou une entreprise.

Réactions des participants

« L'Université à vivre » devrait faire la place à tous les temps de la vie étudiante, pas seulement au temps des études, mais aussi au temps de l'engagement de l'étudiant dans la communauté et le temps du travail de l'étudiant (souvent nécessaire pour financer ses études). Il y a un réel enjeu, aussi, de rétablir l'équité

entre les étudiants qui doivent travailler pour financer leur étude et les étudiants qui n'en ont pas besoin.

Pour ce faire, il est nécessaire de savoir évaluer ce temps et d'inscrire ce temps dans le cursus universitaire, tel une sorte de VAE de ce temps travaillé dans la progression du cursus universitaire ; la difficulté serait l'évaluation de ces acquis selon les métiers exercés et la reconnaissance de la valeur des formations par l'entreprise (certaines formations en SHS pouvant être dépréciées par les acteurs économiques).

« L'Université de proximité » va permettre de limiter les « temps perdus » (en déplacements, notamment), car l'Université va se diffuser sur l'ensemble du territoire urbain. Aussi, il faudra de l'agilité en termes d'organisation, de logistique pour permettre cette diffusion des sites universitaires, mais, aussi, pour permettre de concilier les différents temps de la vie universitaire.

Pour permettre les « temps conciliés » à l'étudiant, il apparaît important d'accueillir et d'accompagner l'étudiant, au regard du rythme universitaire ; l'étudiant se déplace et se réadapte, continuellement, à un territoire, dans un temps assez court. Egalement, cet accompagnement viserait à garantir sa qualité de vie, son bien-être et sa santé à travers la recherche d'un équilibre entre temps dédié au travail/effort et le temps dédié au lien social, aux échanges.



Perspectives, limites et questionnements

- L'articulation des temps ne devrait pas être associée à une nécessité de revenu pour permettre à l'étudiant de financer son cursus universitaire. La question de la rémunération du temps, notamment du temps dispensé à la communauté, ne devrait pas être un invariant.
- Le temps de l'étudiant appartient à l'étudiant : l'étudiant n'est pas forcément un étudiant engagé. La structure universitaire doit pouvoir assurer à l'étudiant d'avoir du temps dont il peut disposer librement : importance de préserver et garantir la liberté de l'étudiant de pouvoir utiliser son temps « hors formation » comme il le souhaite (la proposition d'un emploi des temps pourrait représenter un risque à la liberté de l'étudiant). Ne pas obliger ou imposer mais plutôt encourager et accompagner l'étudiant à s'impliquer dans la vie du quartier et/ou le monde socio-économique.
- Quelle reconnaissance du temps associatif de l'étudiant ? ; actuellement les établissements enseignement supérieur s'interrogent sur la quantification du

temps associatif de l'étudiant (comment compter ?), et est-ce que ce temps pourrait se concrétiser en crédit ?

- N'y-a-t-il pas un risque que les établissements enseignement supérieur et/ou les équipes enseignantes deviennent des figures de contrôle des temps de l'étudiants ? Selon quel outil (grille d'indicateurs) ? Nécessité de développer les compétences du « personnel encadrant ».
- Vers une augmentation des temps « extérieur à la formation », qui compteraient davantage dans la construction des parcours universitaire ?
- Vers une plus forte place de l'alternance car c'est dans l'entreprise que l'on interagit le plus avec d'autres milieux sociaux, d'autres générations et, aussi, avec la réalité du monde.
- Quels moyens humains, économiques dans un contexte financièrement contraint ? Déjà faudrait-il assurer les temps de formations et de recherche à l'étudiants – qui sont les fonctions premières de l'Université –, avant de pouvoir offrir d'autres temps à l'étudiant.

Principales caractéristiques de l' « Université à vivre, Université de proximité » : Les savoirs scientifiques et la professionnalisation

- L'objectif est de favoriser le partage de connaissances et d'expériences via une diversification du public étudiant et via des formations plus proches de la réalité de la pratique professionnelle (offre de formation gratuite et financée par les entreprises) ; les formations sont validées, certifiées et reconnues (facteur exogène)
- Les étudiants sont moins « consommateurs » mais davantage « acteurs » de leur parcours universitaire/professionnel, tout en ayant « droit au test et à l'erreur »
 - Nécessité d'avoir de la flexibilité dans les parcours et de la simplification administrative

ou 40 ans dans des cursus davantage faits pour les jeunes. La professionnalisation pourrait favoriser les échanges et le partage d'expérience entre les jeunes étudiants et les étudiants ayant déjà acquis une expérience professionnelle.

Demain, il faudrait penser les formations de l'enseignement public comme une offre de services destinée à différents publics et ayant une diversité de temporalités. Cette offre de formations serait à co-construire avec des personnes qui souhaiteraient suivre une formation complémentaire.

Il s'agirait de faire évoluer la durée des cursus universitaires vers des temps courts et plus adaptés à des publics déjà ancrés dans le monde professionnel qui reprennent leurs études pour un complément de formation. La « formation tout au long de la vie » pourrait traduire cet objectif qui reste rare dans l'offre actuelle de formations.

Une des conditions de l'évolution des formations pour intégrer une grande diversité de profils d'étudiants est l'acceptation de l'entreprise de libérer du temps au salarié pour qu'il suive une formation. L'Université devrait, davantage, redevenir un levier de promotion sociale en facilitant l'accès, plus fluide, à la reprise d'étude, aux compléments de formation professionnel, à la reconversion professionnelle.

Aujourd'hui, la formation des salariés en entreprise pourrait se résumer à deux situations très connues :

- formation « étatique » (financée par l'état), suivie par le salarié qui serait amené à quitter l'entreprise ;
- formation pour une progression au sein de l'entreprise, qui correspond à un public de salariés très minoritaire.

L'évolution de la considération du temps de formation en entreprise est à appréhender avec des dirigeants d'entreprises qui sont, majoritairement, issus d'écoles où le temps de l'étudiant est considéré comme un temps uniquement consacré à étudier, parfois au détriment de tout le reste.

Réactions des participants

La professionnalisation ne se réduit pas au monde de l'entreprise, mais englobe, également, le monde associatif et la collectivité, et/ou les travaux de recherche, et/ou les activités de la société civile.

Aussi, la notion de « professionnalisation » est à associer à celle de l'engagement de l'étudiant.

Dans la professionnalisation de l'Université, la formation continue pourrait être développée de sorte que l'étudiant puisse faire une pause dans son cursus pour travailler ou réaliser un projet professionnel ou personnel, tout en lui permettant de pouvoir reprendre ses études dans une formation qui ne serait pas forcément la même.

La professionnalisation de l'Université pourrait permettre de « diversifier » les formes d'enseignement qui sont, aujourd'hui, trop tutélaires, trop rigides, et ne favorisent pas l'intégration des personnes de 30-35



Comment « hybrider » des savoirs scientifiques et des compétences professionnelles ?

Plusieurs pistes sont évoquées pour « professionnaliser » davantage les formations et les enseignements de l'Université, comme :

- ouvrir l'Université (cursus, filières, contenus des formations) aux associations, aux entreprises ;
- développer les réseaux / les liens entre les étudiants et les acteurs du monde socio-économique ;
- mettre en place des actions concrètes et communes sur un territoire, ou des projets définis entre Université et acteurs du territoire à proposer aux étudiants ;
- favoriser l'implication des étudiants dans le monde socio-économique qui pourrait être associée à des « morceaux » de projets territoriaux et qui serait reconnue et validée dans leur cursus universitaire dans le cadre de leur montée en compétences.

Par ailleurs, il y a une complémentarité à rechercher entre l'enseignement privé et l'enseignement public, notamment avec la formation / apprentissage de l'étudiant au sein de l'entreprise et l'intervention des spécialistes de l'entreprise envoyés dans les établissements (auprès desquels elle recrute) pour dispenser des apprentissages plus adaptés au terrain et aux besoins de l'entreprise.

L'objectif visé est de « rapprocher » les étudiants de la réalité technique de l'entreprise (cf. Insa).

Principales caractéristiques de l' « Université à vivre, Université de proximité » : Les réseaux locaux

- L'objectif est de tisser les liens entre les groupes sociaux et les territoires proches via une répartition de l'Université sur l'ensemble du territoire avec une ambition forte de maîtrise locale
- Les étudiants se regroupent pour étudier à distance dans des lieux mutualisés avec des temps mutualisés qui peuvent être des équipements, des locaux d'entreprises ou d'associations

Les enjeux sont une répartition équitable de ces lieux sur l'ensemble du territoire et faciliter la mobilité des étudiants d'un territoire à l'autre, plusieurs fois dans l'année ; éviter le risque « d'enfermement ».

Réactions des participants

Structurer des réseaux locaux vise à mutualiser les lieux et les temps, de sorte à permettre à l'étudiant de « tisser » des liens. Toutefois, l'étudiant pourrait « être partout à la fois » et se retrouver seul, isolé. Aussi, il faut distinguer les réseaux physiques et les réseaux

Perspectives, limites et questionnements

- L'enseignement privé :
 - n'y aurait-il pas un risque de cloisonnement et d'enfermement local avec une formation trop liée/spécifique à l'entreprise locale qui pourrait s'accompagner d'un manque de reconnaissance au niveau national voire international ? Également, attention au « formatage » de l'étudiant, qui aurait du mal à se réorienter vers d'autres filières (équivalence ?), soit par manque de compétences acquises, soit par manque de reconnaissances ;
 - par ailleurs, si la PME évolue ou cesse son activité, que deviendrait la formation ou le centre de formation liée à l'entreprise ?
- Ne va-t-on pas vers un enseignement de plus en plus proche de la pratique professionnelle ? Cette interrogation implique la capacité de la formation de pouvoir s'adapter constamment à une pratique professionnelle qui évolue très vite. Elle induit le risque d'une formation trop réduite à la notion de formation pour le travail (cf. propos de l'enseignement privé) avec le risque d'une trop forte spécialisation des formations pour répondre aux besoins du territoire et de ses entreprises.
- L'enjeu est de garantir une « Université qui forme les citoyens demain », et pas seulement de la main d'œuvre qualifiée pour les entreprises du territoire (cf. risque de Parcours Sup avec des choix trop orientés vers la demande et les besoins du monde socio-économique). Aussi est-il important d'assurer une offre de formations diversifiées à l'étudiant afin de garantir sa capacité d'innovation et, par extension, celle de l'entreprise de demain.

numériques, de sorte que « l'Université de proximité, à vivre, » garantisse la co-présence et le lien physique de l'étudiant avec d'autres personnes.

Perspectives, limites et questionnements

- Est-ce que la diffusion de l'enseignement supérieur sur le territoire pourrait générer une augmentation de la mobilité, notamment celle des enseignants et des encadrants pour se rendre dans les lieux « dispersés » de « l'Université diffuse » ? Cela pourrait-il encourager la dématérialisation de l'enseignement ?
- Va-t-on vers une multiplication du communautarisme universitaire (déjà à l'œuvre), ainsi que vers une distanciation des communautés universitaires (très territorialisées) qui évolueraient indépendamment des unes des autres ?
- « L'Université de proximité, à vivre » correspondrait à un modèle physique qui ne doit pas empêcher la transversalité des échanges entre les différentes filières de l'enseignement supérieur, notamment les filières scientifiques.
- L'idée pourrait être de développer un esprit de cohésion entre les communautés universitaires, à travers, entre autres, des événements sportifs et culturels à grande échelle.



Principales caractéristiques de l' « Université à vivre, Université de proximité » :

L'écosystème métropolitain (ESR, entreprise, vie étudiante)

- Il y a une complémentarité entre les universités dans l'écosystème métropolitain qui misent sur coopération/collaboration/émancipation
- Attention au risque d'un cloisonnement dans un système local et d'un manque de reconnaissance des formations à l'international

L'enjeu est de faciliter la sortie et l'entrée dans l'écosystème métropolitain via les liens à consolider avec les autres territoires / systèmes universitaires.

Principales caractéristiques de l' « Université à vivre, Université de proximité » :

Le campus « diffus » / « intégré »

- L'Université se diffuse dans des lieux de taille et de localisation différentes pour favoriser la proximité dans le quotidien des étudiants
- L'objectif est de recycler des lieux existants, déjà équipés : locaux des campus, espace de co-working, tiers-lieux, équipements, entreprises, ...

L'enjeu est la maîtrise de la collectivité via la mise en place d'une stratégie foncière et immobilière de sorte que les lieux soient majoritairement publics.

Réactions des participants

L'Université se diffuse dans la ville, et la ville se diffuse dans les territoires universitaires, les campus ; il s'agirait de sortir des enclaves étudiantes (= campus fermés) en faisant venir d'autres publics pour créer une dynamique de vie : des « campus vivants » toute au long de l'année.

La figure de « l'Université de proximité, à vivre » verrait une augmentation de l'offre de services et une plus grande porosité entre les étudiants et la société civile. Sur les campus, avec la raréfaction des ressources, l'objectif serait une optimisation des locaux, des équipements, notamment ceux des universités publiques : les campus publics pourraient accueillir d'autres établissements, dont privés, durant les périodes creuses comme juillet et août, ainsi que des associations ou des activités scolaires (de la collectivité publique).

Dans le territoire urbain, la diffusion de l'enseignement est plus facile pour l'enseignement privé à

Réactions des participants

La mise en place d'un écosystème métropolitain, qui se traduirait par une diffusion de l'enseignement supérieur sur le territoire, permettrait de renforcer l'attractivité des territoires « en creux » et d'augmenter l'attractivité des villes moyennes.

Perspectives, limites et questionnements

- L'écosystème métropolitain devrait, aussi, être en réseau avec les autres territoires, les autres écosystèmes, afin de se comparer aux autres systèmes. Accepter la comparaison pour, éventuellement, changer/progresser et/ou diffuser son modèle aux autres. Il s'agit d'éviter le risque d'enfermement et de repli sur une seule logique territoriale, sur son système local – son écosystème métropolitain –.
- Quelle réalité entre gouvernance et maîtrise locale ? Il y a une certaine illusion du fait du « temps long » de la planification. Le rythme de la « sphère privée », économique et sociale va beaucoup plus vite que celui de la décision / de la gouvernance.

l'inverse des gros établissements d'enseignement supérieur (cf. Universités Lyon 1, Lyon 2, Lyon 3, voire Insa) qui pourraient difficilement le faire car difficilement gérable pour eux.

À l'inverse, la diffusion de l'économie et/ou des entreprises sur les campus est davantage possible et souhaitée par l'Université afin de favoriser la porosité entre l'Université et le monde économique, mais aussi pour optimiser les ressources (mutualiser les locaux universitaires).

Perspectives, limites et questionnements

- Les entreprises, notamment les PME, développent de plus en plus leur « académie » (au sens de leurs formations) en intégrant, sur un même lieu, le centre de formation à proximité immédiate du siège de l'entreprise ; intégration de la formation dans l'entreprise pour faciliter l'apprentissage.
- N'y aurait-il pas une tendance à l'éclatement des établissements enseignement supérieur notamment privés, avec des implantations de formations dans les zones d'activités économiques, parfois éloignées des lieux de vie (habitat, équipements, services, commerces, etc.), et non desservies par les TC, ou des implantations non-respectueuses des « schémas de développement universitaires » ?
- La mutualisation des locaux et la mise à disposition des équipements des établissements de l'enseignement supérieur posent la question de l'accompagnement financier des collectivités à la sécurité, au coût de l'entretien (dont dégradation) et la gestion du patrimoine universitaire. Les établissements entretiennent le patrimoine universitaire public avec des financements dédiés (cf. le Campus Lyon Tech – La Doua) ; le sujet de la mutualisation est récurrent : la collectivité souhaiterait utiliser davantage d'équipements universitaires.

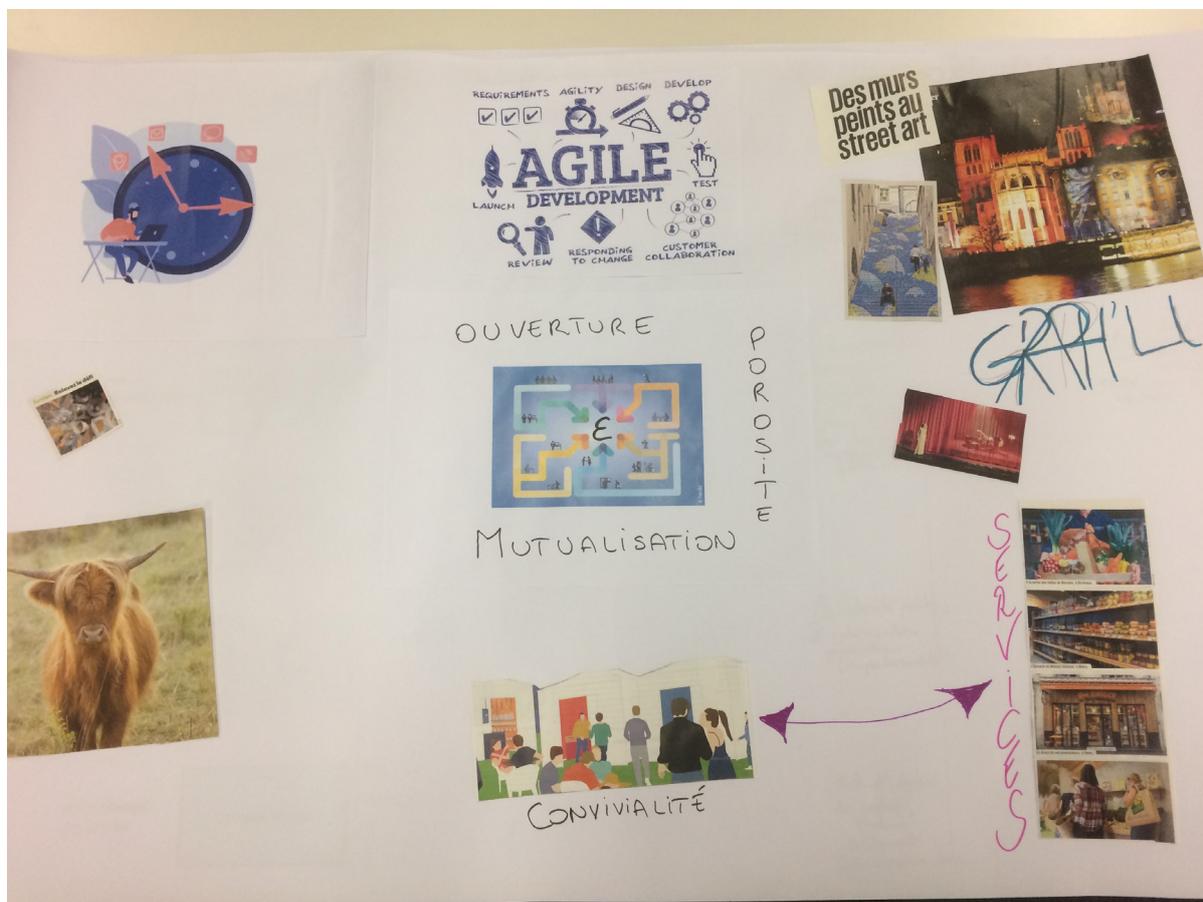
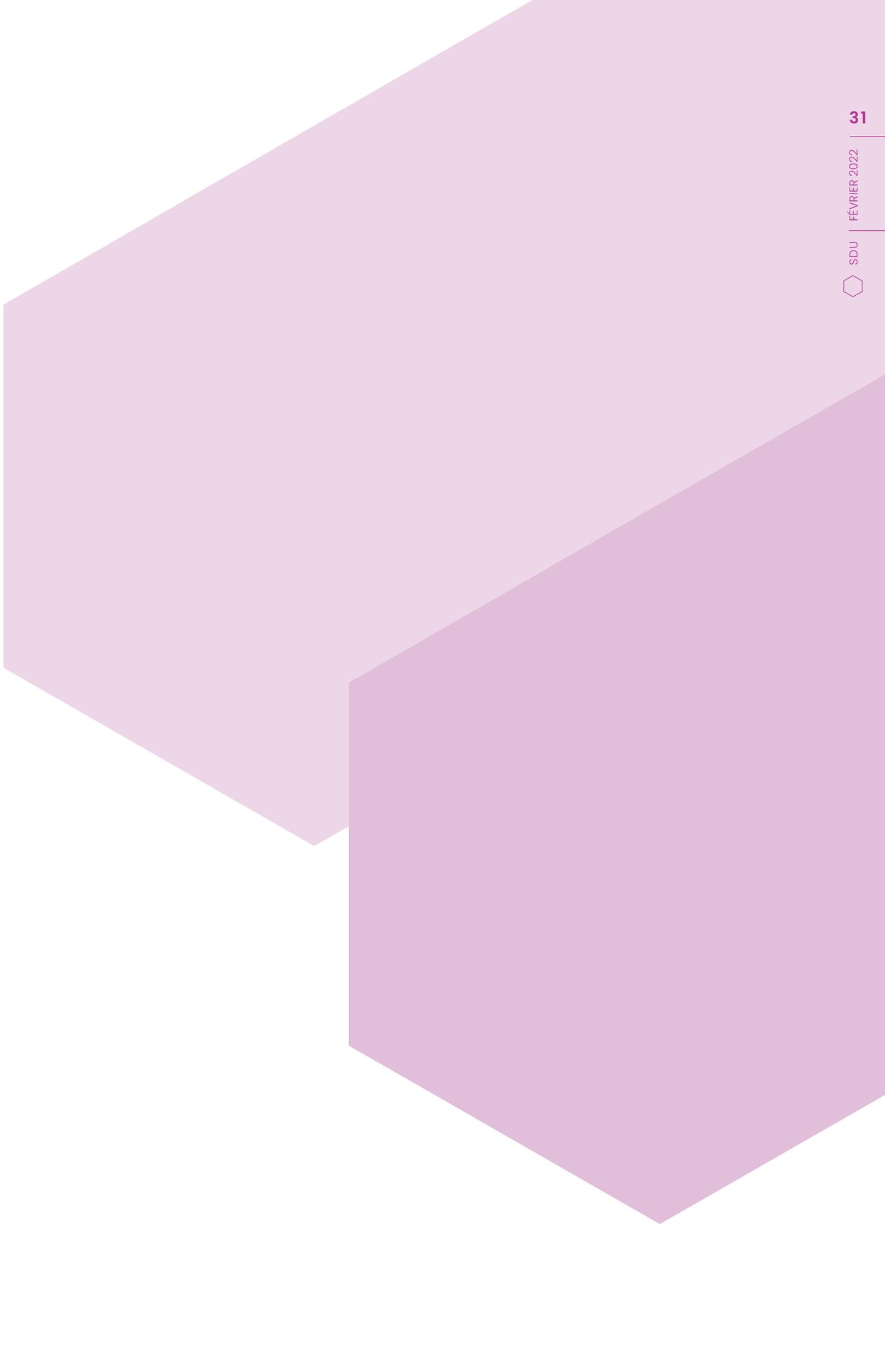


Illustration : Poster réalisé lors de l'atelier du 16/11/2021

L'idée générale est l'ouverture des campus - faire venir d'autres publics sur les campus. Comment ? :

- En mutualisant les équipements, salle de sport, piscine, théâtres, etc., et en organisant une programmation d'événements sportifs et culturels qui ne soient pas seulement tournés vers les étudiants ou le monde universitaire mais ouverts à tous.
- En initiant des pratiques différentes, pas forcément « encadrées », comme l'expression du « street art » sur les murs gris et tristes des bâtiments des campus.
- En développant des services, des commerces pour tout le monde, dont les habitants et les usagers des territoires autour du campus (= bassin de vie).
- En favorisant la convivialité dans les espaces du campus, notamment par la présence animale, vaches, moutons, etc., qui remplaceraient les tondeuses et en « verdissant » les campus (une plus grande place de la Nature).





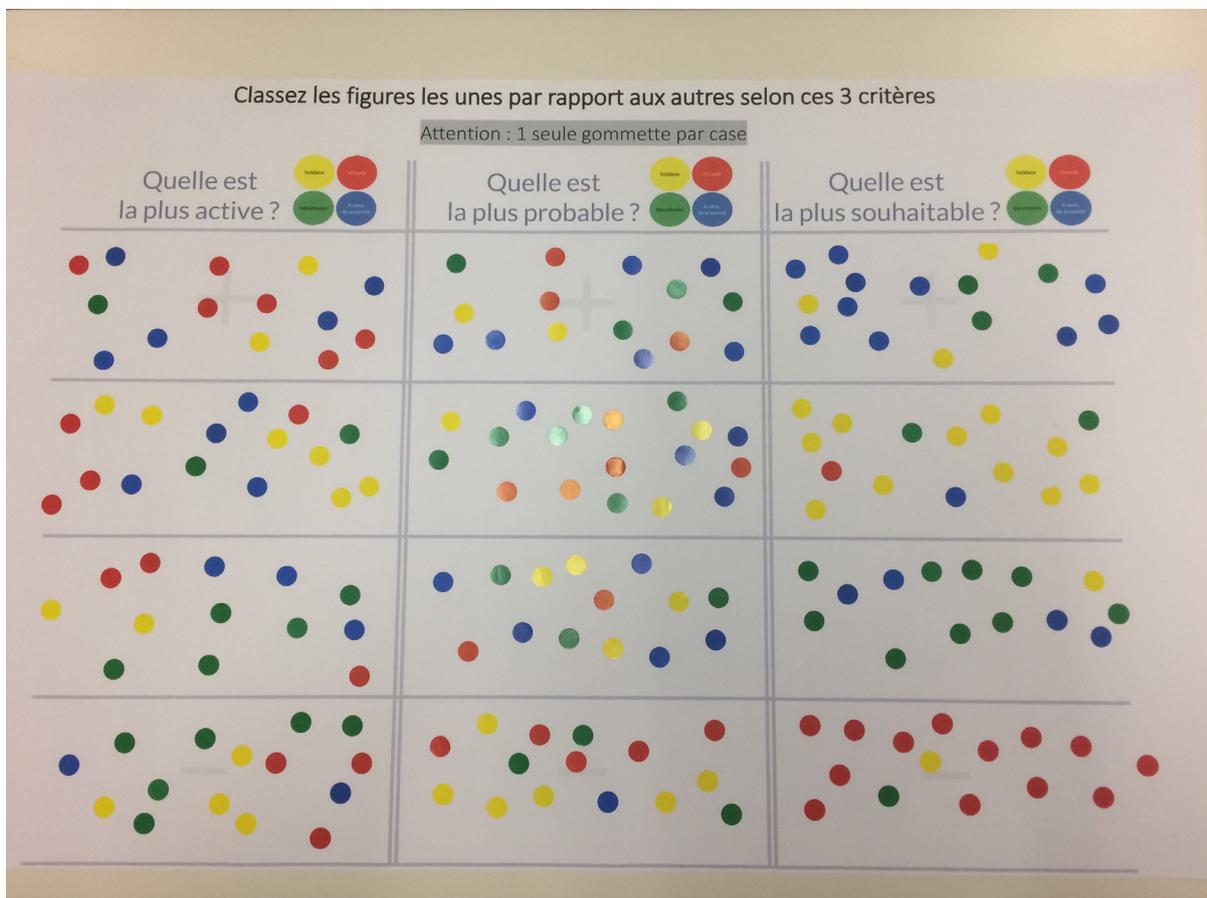
Evaluation collective des figures

Cette évaluation se fonde selon trois critères : la figure est-elle déjà active ? Est-elle probable ? Est-elle souhaitable ?

À l'issue des votes des participants des deux ateliers prospectifs (16/11/2021 et 23/11/2021), il est ressorti que :

- la figure de « l'Université virtuelle » est la plus active, assez largement devant « l'Université de proximité » ;
- les figures de « l'Université solidaire » et de « l'Université décarbonée » sont jugées moins actives mais pas dans le même ordre selon les ateliers ;
- les deux ateliers ne sont pas d'accord quant aux figures les plus probables : un atelier place largement probable « l'Université virtuelle », alors que l'autre groupe pense plus probables les figures de « l'Université de proximité » et de « l'Université décarbonée » ;
- la figure la moins probable serait « l'Université solidaire » selon les deux ateliers ;
- les deux ateliers classent comme non souhaitable « l'Université virtuelle », de manière massive ;
- la figure la plus plébiscitée (souhaitable), par les deux ateliers, est « l'Université de proximité » ;
- les deux autres figures (« l'Université décarbonée » et « l'Université solidaire ») sont, aussi, jugées assez largement souhaitables mais pas dans le même ordre selon les deux ateliers.

Atelier du 16/11/2021





Atelier du 23/11/2021

Classez les figures les unes par rapport aux autres selon ces 3 critères

Attention : 1 seule gommette par case

Quelle est la plus active ?	Quelle est la plus probable ?	Quelle est la plus souhaitable ?



Poursuivre et partager avec les « acteurs décideurs ».

Définition

*Acteurs - décideurs : les élus en charge de la compétence « université et vie étudiante », les responsables des établissements d'enseignements supérieurs et de la recherche, de la vie étudiante, les représentations étudiantes.

En amont des ateliers prospectifs, la rétrospective sur l'université et la vie étudiante a révélé les réussites des politiques publiques à l'œuvre - montée en rayonnement et reconnaissance de l'université de Lyon, hybridation des savoirs, ... - et inversement les problématiques restantes à régler comme la progression de la précarité des étudiants.

Les résultats des deux ateliers prospectifs montrent que nous avons autant à

travailler sur ce qui est souhaitable que sur ce qui n'est pas souhaitable ; des tendances que l'on voudrait renforcer et des tendances que l'on voudrait limiter.

La démarche prospective de « l'Université rêvée, imaginée », avec les ateliers ont enrichi un « matériau », qu'il est nécessaire de continuer à partager avec les « acteurs - décideurs* », pour être traduit en stratégie et plan d'actions, outils nécessaires pour aider la décision politique.



Remerciements

Remerciements aux participants des ateliers du 16.11.2021 et du 23.11.2021, qui ont contribué à l'enrichissement des figures de « l'Université rêvée, imaginée »





Annexe 1 : Récits de « L'Université rêvée, imaginée » (rédaction spontanée et rapide)

Lyon – France, 18/05/2018

Il y a maintenant 8 ans, la crise sanitaire liée au Covid-19 a significativement contribué à rebattre les cartes des systèmes de communication ainsi que d'échanges et de transmission de connaissances à l'échelle mondiale. Ce nouveau contexte a encouragé l'Université de Lyon à se réinventer et à restructurer son rôle (fondamental) dans la création et la diffusion des savoirs. Plusieurs axes stratégiques ont ainsi été développés.

Une université structurée entre campus physiques et campus numériques au service d'une université « à la carte »

Les périodes de confinement / déconfinement connues à différents moments de la résorption de la pandémie ont forcés les acteurs universitaires des développer des nouveaux outils de continuité de la formation universitaire. Dès lors, un vaste plan de « dé-présentialisation » a été développé dans chaque filières universitaires.

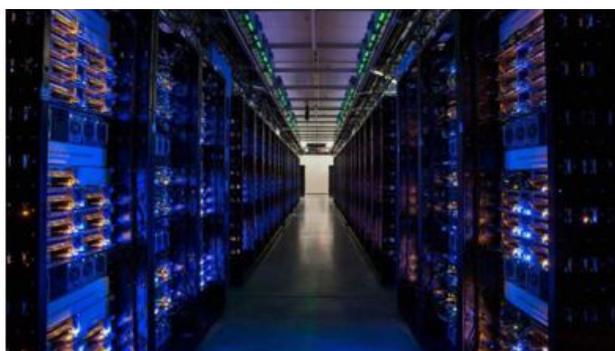
Désormais, il n'est plus strictement nécessaire de se rendre dans l'un des nombreux sites de l'Université de Lyon pour suivre sa formation. De nombreux cours en ligne (à domicile ou dans des salles numériques individualisées au sein des campus) peuvent désormais se substituer aux traditionnels cours en amphî ou en TD. Les étudiants restent ainsi libres de suivre leur formation en présentiel ou à distance. Le contenu des cours est également rendu disponible 24h/24 et 7j/7 pour être révisonné au besoin ; laissant ainsi à chacun la possibilité de d'organiser plus librement son temps.

La numérisation des savoirs à encore plus ouvert l'Université de Lyon sur le monde. Désormais, un étudiant de l'Université de Lyon peut résider tout ou partie de l'année ailleurs en France ou dans un autre pays et s'y inscrire pour suivre quelques modules de cours ou des formations plus complètes. La notion « d'étudiant étranger » est ainsi totalement reconfigurée et prend ainsi des formes extrêmement variées.

L'université de Lyon (2028)



L'université numérique ; lieu d'échanges et de re distribution des connaissances



Une université encore plus ouverte sur la ville

Autrefois repliés sur eux-mêmes, les campus sont devenus de véritables espaces publics de la ville : une sorte d'extension des domiciles. Au-delà des services liés strictement aux activités étudiantes, les campus accueillent désormais des commerces, des activités culturelles (spectacles, soirées).

Cet attrait pour les espaces extérieurs a été renforcé lors des périodes de confinement. Ces dernières ont révélé l'exiguïté de certains logements et ont renforcé le désir des individus de profiter pleinement des espaces extérieurs de proximité. L'université a ainsi saisi l'opportunité pour s'ouvrir sur la ville environnante.





Une université plus flexible et plus accessible

Le développement d'une Université numérique rebat également les cartes de la mobilité étudiante. Face à la crise économique et à la baisse des moyens de certains étudiants (et/ou de leurs familles), l'argent devient de moins en moins un frein aux études. Il n'est plus nécessaire de résider à l'année dans la ville de rattachement de l'université. Le temps de présence des étudiants est plus flexible et organise au besoin pour suivre de stages ou des modules universitaires spécifiques.

L'univers des logements étudiants s'est adapté avec le développement de cours séjours et des baux à la semaine. Le Crous a ainsi diversifié ses compétences et gère désormais également des locations de courtes durées dans le parc privé.

Cette organisation plus flexible a donné la possibilité aux étudiants de concilier leur formation universitaire avec un emploi annexe (souvent réalisé à temps partiel)

Université : entre savoirs scientifiques et partage d'expériences

Outre les formations initiales, l'Université s'est ouverte vers un public de professionnel désireux de se réinventer ou de développer leurs compétences. La diversification du public étudiant vers plus de professionnels et d'individus étrangers augmente le partage de connaissances et d'expérience. En plus de savoirs « socle », les formations universitaires se sont aussi adaptées pour répondre aux besoins des professionnels et faire partager l'expérience de ces derniers aux étudiants en formation

L'idée désormais proposée est d'inscrire le processus de formation des étudiants encore plus dans les réalités de la pratique professionnelle. initiale.

A cet égard, l'Université s'appuie désormais sur la collaboration avec d'autres organismes pour construire leurs programmes pédagogiques à l'image des instituts de formation professionnelle : MOOC, programme de l'institut transition, formation proposée par la société civile, etc...

Les risques possibles / imaginables :

- Moindre lien social dans le cadre des formations : entre étudiants et entre étudiants professeurs.
- Baisse de la vie étudiants en général : alors qu'on sait qu'elle peut s'avérer importante pour la vie des personnes.
- Renforcement des inégalités en cas de fracture numérique
- Risque les études en présentielle soient davantage valorisées que les cours à distance.



L'université des collectifs :

Concept> diffusion des ressources des universités au travers du réseaux des bibliothèques et médiathèque. Chaque bibliothèque est dotée d'un espace dédié « université » ou les étudiants peuvent avoir accès à toutes les ressources, tous les cours, tout ce que l'on peut trouver aujourd'hui dans les bâtiments du centre-ville. Ce réseau de « ressources université » et doublé d'un réseau « labo d'expérimentations » dans les maisons de la métropole.

>Eclatement du réseau de l'université pour être au plus près des étudiants

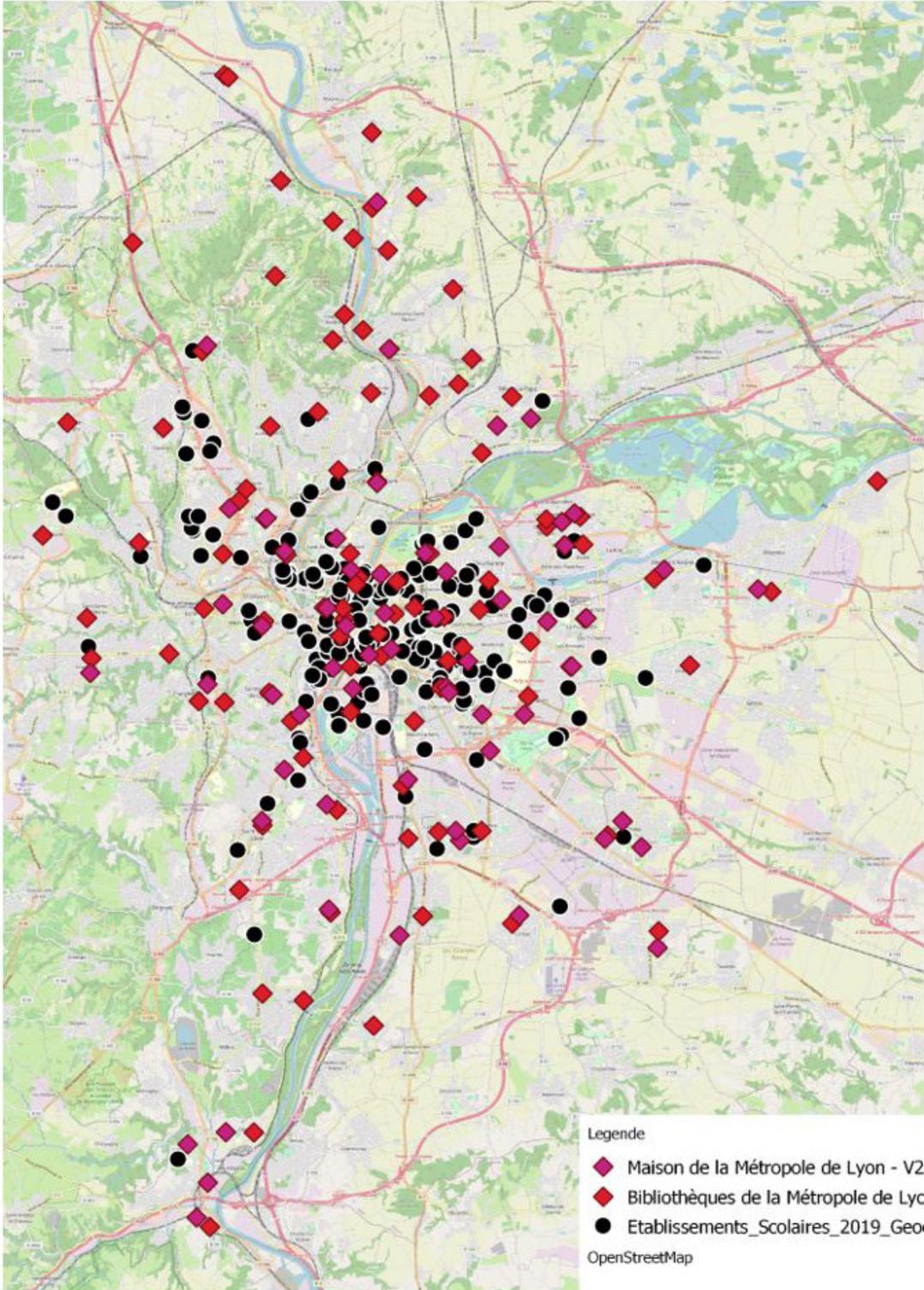
- Evolution des équipement des bibliothèque et MDL , plus ouvert (horaire allongés) et plus « hybridés » (nouveaux usages)
- Possibilité de rester dans le logement parental
- Redynamisation des centres-villes avec l'utilisation de petits logements à rénover
- Croisement des disciples et des étudiants
- Difficulté à maintenir l'égalité des chances entres les territoires

2 voies possibles pour l'organisation de ces nouveaux réseaux

Réseaux élitistes _ Les confréries	Réseaux « sociaux » _ Les associations
Quelle organisation du réseau ?	
Systemes de cooptations dans des communautés / confréries	Réseaux locaux plus ou moins développés, associations pas forcément en lien avec l'université mais l'enseignement au sens large (de la MJC)
Place payantes	Service civique imposé
Développement d'un futur réseau professionnel	Développement de réseaux en lien avec les ressources du territoire
Année de césure obligatoire a l'étranger avant de commencer les études	
Année de césure obligatoire à l'étranger avant de commencer les études	
Dans quels lieux ? hors réseau officiel ?	
Lieux privés, club, salles a louée , locaux de résidence privés	Cafés, lieu publiques, locaux associatifs existants (à partager avec d'autres associations) Création de « micro espace de travail » qui peuvent s'installer partout (plug architectural)
Cours de soutien « privé » et classé selon leur résultats	Cours ouvert a tous, dans espaces publics
Quels outils numériques ?	
Création d'outils payants ou a accès restreint par des société privés (gafam ?)	Développement d'outils numérique pour chaque association, lien avec le « monde du libre »
Quels logements ?	
Résidence privés, équipée d'espaces de travail et de détente ... Co-living « branché »	Dans les logements privés, réseaux d'association et de la « débrouille » Cohabitation avec personnes dans le besoin
Grandes maisons transformées en colocations avec espaces communs	Réinvestissement des maisons de village (pour des logements) et des commerces (pour associations)

	
	
	
	
<p>Références 2015, 2016, 2017 & 2018 de l'Institut</p>  <p>Chaque année un Major et cinq élèves dans le Top 10 d'un des concours préparés</p>	







Une Université agile qui rend libre collectivement :

Plus qu'une Université rêvée, cette brève note propose une réflexion modeste sur ce que pourrait être l'Université de demain, sans jugement des risques et limites mais en se basant fortement sur la lecture de l'article de **Futurible** : « **comment vivrons-nous en 2050 ? - 4 scénarios** » qui s'appuie sur de nombreux moteurs à l'œuvre aujourd'hui. L'Université de demain proposée, s'inscrit en réponse à l'imbrication de ces 4 scénarios de sociétés jugés fortement probables.

La réflexion est ainsi présentée selon 4 entrées (reprenant les 4 scénarios) qui impactent le **modèle universitaire**. Celui-ci semblerait tendre vers plus d'agilité, tout en permettant à chacun d'acquérir les compétences qui seront jugées urgentes, nécessaires et obligatoires pour le monde de demain :

1. « **La poursuite du mouvement d'individualisation ?** », incitant à une émancipation personnelle du corps et de l'esprit, et d'écoute de soi, pourrait impliquer :
 - Une **nécessaire souplesse dans la constitution de l'offre personnelle de formation** (libre choix de maîtrise de compétences à valider plus que de diplômes, en plus d'un tronc commun)
 - **Libre choix du lieu pour suivre ses enseignements** (présentiel et à distance, en France ou à l'étranger...) avec une homogénéité de la qualité des contenus garantie par un contrôle national des enseignements.
 - Grâce à un **revenu universel, versé à chacun, après 16 ans**, qui permettra à tout le monde de poursuivre un ou plusieurs modules d'enseignement supérieur.
 - **Une année de rétrospection personnelle** (« réflexion sur un projet de vie ») est demandée avant toute inscription à l'Université, à réaliser après 16 ans.

2. « **La transition de façon rapide vers un modèle de développement décarboné ?** » pour répondre aux défis de l'anthropocène (vivre dans un environnement sain), rendue possible par le contrôle fort par l'état, en réponse aux nombreuses crises successives (économiques, sociales, sanitaires, écologiques...), et pressions fortes de la société civile mise à mal par ces crises. Ce contrôle s'exercera notamment par une surveillance de la consommation, la taxation et l'application d'une TVA carbone renforcée, l'imposition de nouvelles normes sociales basées sur la frugalité, la fin de l'aviation sur « courte » distance concurrente au train, l'emploi du numérique (polluant) limité à des fins jugées prioritaires (enseignement, santé notamment), etc... Cet axe pourrait impliquer :
 - De **prévoir du temps de formation obligatoire** (« tronc commun ») à tous les parcours ouvrant sur des validations de compétences, sur plusieurs champs au choix : **théoriques** (connaissances parmi : anatomie-santé, sociologie et économie-circulaire, biologie et écologie notamment) et **pratiques** (chois parmi : permaculture, énergies et lowtech, mécanique, menuiserie, couture, cuisine, codage pour newtech « responsables », etc...).

Afin de répondre à la fois aux besoins de certains lieux spécifiques pour certains enseignements obligatoires, ainsi qu'à un besoin de desserrement des fonctions

universitaires vers d'autres territoires voisins de la Métropole de Lyon (« équité territoriale ») :

- **Une implantation des sites universitaires sur tous les sites de l'aire métropolitaine lyon-StEtienne, selon leurs spécificités** : Grands Ateliers à l'Isle d'Abeau pour l'apprentissage du tronc commun manuel, l'agriculture périurbaine sur la plaine de l'Est, la menuiserie dans le Beaujolais (filiale bois) ...
 - Chaque territoire d'enseignements disposera d'un **Supermarché solidaire**, dans lequel chaque étudiant donnera de son temps en échange d'un accès à une alimentation saine, locale et à un prix faible. Ces territoires disposeront également d'une **Maison de santé étudiante**, qui en plus d'être des lieux d'apprentissage (étudiant en médecine conventionnelle et complémentaire), seront des lieux ouverts à tous les étudiants.
 - **Elargissement du réseau de logements sociaux étudiants, par le recours à un réseau de logements/chambres disponibles au semestre, réservés pour les étudiants** (« Airbnb de l'étudiant » avec plafonnement des prix et incitation par déduction fiscale pour les ménages proposant une chambre à 1 ou plusieurs étudiants dans les territoires disposant d'une offre d'enseignement).
 - **Un « forfait mobilité durable pour tous »** : 60 euros mensuels sous forme de chèque mobilité permettant l'accès à des abonnements (TCU, TER, Velos VAE, ...), au choix selon le lieu de formation (abonnement simple ou combiné).
3. « **Le recours aux algorithmes, comme thaumaturges des 'bonnes' décisions à prendre ?** », pourrait impliquer :
- La possibilité et l'encouragement à suivre et valider plusieurs parcours **d'enseignement en présentiel, mais aussi de façon virtuelle**, dans une **université mondiale virtuelle** et parallèle grâce à son avatar.
 - La gestion des inscriptions dans les filières libres ou du tronc commun, et l'adaptation des **contenus des enseignements** en fonctions des résultats d'algorithmes croisant les indicateurs : taux d'employabilité de secteurs, taux de parité, limitation des transports, (« discrimination positive » renforcée ?)...
 - Le **montant des aides et bourses étudiantes** sera calculé selon différents indicateurs : l'avancée dans le parcours et le lieu d'apprentissage, revenus des parents, etc...
4. « **La montée en puissance des communautés ?** », par affinités (croyances, origines géographiques de l'AML, communautés virtuelles, filières ...) et réactions (défenses de visions et d'intérêts communs, ...), pourrait impliquer :
- Une **Université garante dans sa gouvernance d'une juste représentativité des différentes communautés** dans les organes de gouvernance de l'Université.

En 2040, l'université sera solidaire et humaniste :



Depuis l'instauration d'un **Revenu Universel**, tout citoyen français peut, à tout moment de sa vie et sans aucun prérequis, entamer ou reprendre des études et bénéficier d'un **financement mensuel de 800 euros**. Dans ces conditions, le public fréquentant les établissements universitaires français s'est considérablement diversifié : on trouve dorénavant, aux côtés des jeunes de 18 à 30 ans qui furent longtemps majoritaires, des chercheurs d'emplois, des parents d'enfants sans activité, des séniors...



1

Toutes les filières de l'enseignement supérieur et de la recherche ont adapté leur offre à cette évolution de la sociologie étudiante. **Des formations multidisciplinaires ont été créées, donnant la possibilité de composer des parcours d'apprentissage « sur mesure »** répondant tant aux aspirations des apprenants qu'aux besoins de la société et du marché du travail. Les cours dispensés ont en effet vocation à doter chacun d'un haut niveau de connaissance lui permettant de comprendre le monde contemporain et d'y **faire preuve d'agilité**, à titre personnel et/ou professionnel. **Les apprentissages combinent à présent travail en autonomie sur internet en journée et conférences en amphithéâtre en soirée**. Chaque étudiant dispose d'un **enseignant-référent** qui l'accompagne tout au long de son cursus. **Les frais d'inscription varient entre 200 et 4 000 euros annuels et sont fixés à partir du taux d'imposition** de chaque personne (les personnes non imposables devant s'acquitter du tarif le plus bas).



Les étudiants étrangers apprécient le rayonnement culturel et l'offre de formations en France. © LuckyBusiness / Fotolia

L'université dispose d'une **double assise géographique : métropolitaine et européenne**. Les différents établissements qui composent l'université de Lyon sont répartis sur l'ensemble du territoire de l'aire métropolitaine lyonnaise : Lyon, Givors, Saint-Etienne, Vienne... Tous sont associés, dans le cadre de partenariats décennaux, à d'autres établissements universitaires européens. Les cours en ligne peuvent ainsi être dispensés par un enseignant lyonnais, mais aussi turinois ou londonien. **Des séjours dans ces établissements partenaires sont régulièrement proposés aux étudiants qui continuent de percevoir le Revenu Universel lorsqu'ils séjournent dans un autre pays européen au titre de leur formation.**

2



La **gouvernance universitaire** est assurée de façon **participative**. **Trois collèges** gèrent les **programmes et les finances** : un collège d'enseignants-chercheurs, un collège d'étudiants et un collège d'acteurs économiques et sociaux (entreprises, collectivités, associations...).



Thomas, étudiant à Dijon depuis septembre, ici le 2 octobre, utilise la nouvelle application pour apprendre à se repérer en ville. LP/Manon Ballery

Un programme baptisé « Smart mobility » veille à **optimiser les déplacements des étudiants** entre les différents sites, au niveau métropolitain comme au niveau européen. Un « **crédit carbone** » est pour cela fixé pour chaque personne qui s'engage à ne pas le dépasser durant une période de cinq ans. A ce titre, un étudiant lyonnais ayant séjourné à Barcelone durant un trimestre privilégiera à son retour des cours dispensés dans des établissements situés près de son domicile et accessibles à pied ainsi que les enseignements en ligne. En cas de dépassement du « crédit carbone », les frais d'inscription font l'objet d'une majoration.

3



Sur les différents campus de l'université de Lyon, des « **agoras associatifs** » regroupent les structures proposant des services aux étudiants : logement, sport, santé... Elles sont localisées dans un lieu central et convivial, véritable cœur battant de chaque site.



Cette nouvelle organisation universitaire rencontre un vif succès. Elle n'est pour autant pas sans **risques** : une étude réalisée par l'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise a en effet mis en lumière un certain nombre de points de vigilance qui appellent des ajustements. **On observe ainsi des comportements d'évitement de la part des personnes issus des milieux sociaux les plus favorisés** qui fréquentent à présent exclusivement des établissements privés. L'université de Lyon a perdu en mixité sociale. Un **système dual** semble par ailleurs s'être mis en place insidieusement. **Les étudiants étrangers n'ayant pas accès au Revenu Universel, ils doivent le plus souvent continuer à travailler en parallèle tandis que les étudiants français, même modestes, se consacrent pleinement à leur apprentissage.** Enfin, **le Medef a fait part à de multiples reprises de son insatisfaction face à ce qu'il considère comme des cursus trop déconnectés des besoins du marché du travail**, le dispositif de « parcours à la carte » ayant selon lui renforcé la tendance qu'auraient les étudiants à privilégier leur épanouissement personnel aux attentes des entreprises.

**Un monde idéal donc... ou presque.
Il s'appellerait Benjamin, le « chanceux ».**

Un monde idéal donc... ou presque.

Il s'appellerait Benjamin, le « chanceux ».

Ça serait un garçon, son approche décontracté des relations de domination, de genre et de hiérarchie permettrait de mesurer l'ampleur de la déconfiture du système patriarcal en 20 ans.

Il aurait été conçu pendant le Premier confinement (17 mars 2020-11 mai 2020), et il serait né pendant le Grand confinement (5 déc 2020- 9 mai 2021...), après le Petit confinement (19 sept 2020-5 octobre 2020). Il aurait donc une vingtaine d'années.

Confinés, ses parents ont eu besoin d'un but, de se raconter une histoire, Benjamin incarne leur désir de changement, d'avoir une vie plus..., c'est pour lui qu'ils changeraient certaines choses désormais insupportables, c'est pour lui qu'ils travailleraient moins, c'est pour lui qu'ils consommeraient moins, c'est pour lui qu'ils boiraient moins, qu'ils prendraient moins l'avion... Ensuite, ils ont fait ce qu'ils ont pu, parfois ils ont oublié. Disons que le temps leur a laissé le temps, ça ne s'est pas réchauffé trop vite, et que parfois la société les a aidés.

Certains se sont lancés dans la permaculture, d'autres ont fait comme d'habitude, mais quelques uns ont fait comme les parents de Benjamin, des enfants. Benjamin est de la vague du Confin-boom, une petite vague certes, mais comme le confinement a finalement duré presque une année, il est ce qu'on appelle un membre de la génération confin' baby. Symboliquement il y a un avant et un après.

(Même si l'urgence du réchauffement climatique et la nécessité de la sécurité sanitaire pourraient l'avoir fait grandir dans un environnement finalement peu enviable, peu épanouissant... imaginons quand même :)



Il a grandi dans un système éducatif complètement refondé. De sa toute petite enfance à son arrivée à l'université LargeLyon, il a baigné dans un système éducatif responsabilisant, à l'écoute des enfants, de leur spécificité, de leur différence, favorisant leur autonomie, leur créativité (si si !)

Il est donc arrivé à l'université LargeLyon avec un solide bagage en relations sociales et intelligence communicationnelle, la confiance en lui et le respect des autres, la conscience d'avoir une voix et la curiosité d'écouter celles des autres.



Collégialité : les étudiants participent aux décisions qui orientent l'université, dans un collège : le système de gouvernance comprend plusieurs collèges qui ont tous le même poids dans les décisions :

Un collège professeurs, un collège entreprise, un collège collectivité, un collège intendance...

L'idée centrale, que l'on retrouvera plus loin, est de faire du lien (lier les personnes, lier les territoires) et de la transversalité (permettre d'expérimenter des postures et des domaines de compétences). De profiter de ce moment particulier de la formation des jeunes pour les mettre au centre des dynamiques de la société.

(L'implication des individus leur ouvre des possibilités ? quels sont les droits de base que la non implication ne peut aliéner ?)

Tout le monde va à l'université sur 6 ans minimum, grâce au revenu universel jeune (le revenu universel comporte d'autres clauses de droit-devoir).

En échange de ce RUJ, chaque étudiant doit fournir un certain nombre de services à la collectivité :

- Parce que ceux-ci sont considérés comme impliquant dans la communauté, donc formateurs de citoyens responsables
- Travail social
- Travail écologique
- Travail innovation



Il est conseillé de faire un travail complémentaire à sa formation initiale, c'est-à-dire pas forcément en lien avec. Les futurs médecins privilégieront les projets de jardinage, les aspirants informaticiens iront faire de l'animation en Ephpad, les infographistes en herbe iront nettoyer les berges, les infirmiers putatifs réfléchiront en fab lab... C'est un peu « Vis ma vie » avant de choisir, ou pour me comprendre plus tard. Le doute et le respect des réalités des autres est devenu essentiel. Et possiblement ce temps permet de tisser des liens faibles avec des sphères professionnelles qui ne seront pas celle de l'étudiant plus tard.



L'idée est aussi d'arrêter de fournir de la chair à travail ubérisé aux entreprises opportunistes et peu productrices de plus value sociale.



Le RUJ est composé d'une part Etat, d'une part Entreprise, d'une part Collectivité : il est le même quelque soit la formation suivie. Il faut se méfier de la tentation de créer un RUJ spécifique à chaque filière, puisque l'idée c'est que chacun sert à tout le monde. Que chacun va avoir sa place dans le monde de demain. (Faudrait il alors exclure certains métiers « inutiles » de l'accès au RUJ ?)

Il y a toujours des riches et des pauvres (pour l'instant j'hésite à supprimer le droit à la propriété et l'héritage, ce qui nous permettrait véritablement de changer cela) et donc des étudiants qui n'ont pas besoin du RUJ, le risque est que n'ayant pas de travail à faire pour la communauté, ils deviennent « les meilleurs », les experts de leur spécialité. Imaginons que le travail effectué en échange du RUJ est également noté, il prend en fait la place des stages et des compléments de formation sur un CV.

Chaque formation comprend désormais plusieurs temps, plusieurs systèmes de validation des années universitaires, plusieurs lieux. Aucun ne devant prendre le pas sur un autre, mais la variété des propositions doit permettre à l'étudiant de trouver ce qui lui va, mais également de pouvoir éprouver d'autres formules.

L'idée principale est de tisser des liens entre les groupes sociaux, avec des territoires proches, à partir du support du corps de l'étudiant, d'incarner des relations entre la ville centre et les villes alentour, entre l'urbain et la campagne, entre les classes sociales... Et c'est bien pour permettre cela que les étudiants doivent être rémunérés par le RUJ.

Plusieurs temps donc :

Un temps formation : dispensé, organisé, animé par un professeur, atelier avec des pairs, en vif, en visioconf, et aussi avec les étudiants du monde entier. Multi-lieux. Multi contrôle, multi temporalité...

Un temps communauté : projet développé ou travail réalisé par l'étudiant, possiblement en lien avec l'obtention de son RUJ. Ce temps est territorialisé, la communauté est localisée.

Un temps entreprise : immersion dans une entreprise sociale ou solidaire ou culturelle ou innovante ou ... là aussi possiblement en lien avec l'obtention du RUJ.

Ça serait bien que ces trois temps prennent la même place dans la semaine... ou alors une semaine par activité...

On a désormais droit à un voyage en avion de 500 km par an, on peut faire profiter de ce droit à qq d'autres dans le cadre d'une même famille (l'idée est d'éviter un marché noir des tickets, mais il y a quand même le risque de trafic d'adoptions abusives pour cumuler des km et prendre l'avion).

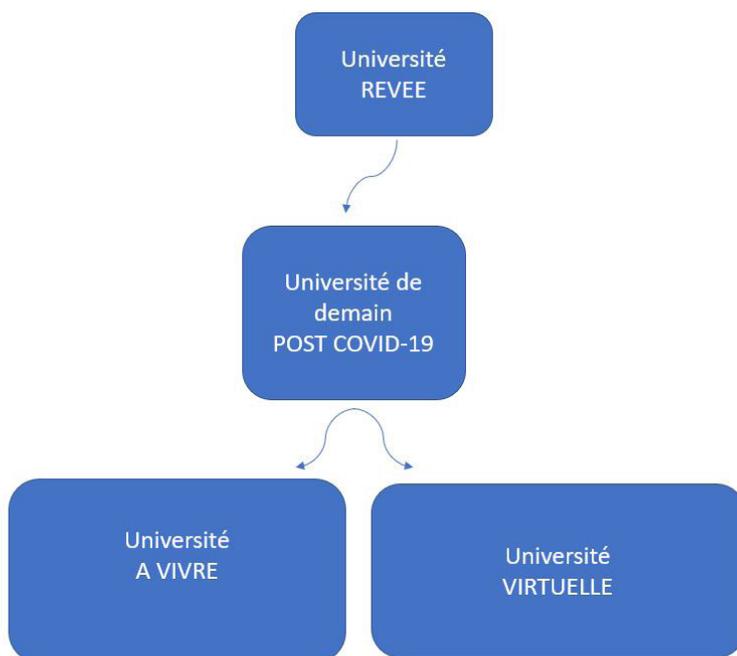


L'Autre voyage : L'accueil

Accueillir des jeunes du monde = Les parents de Benjamin ont accueilli des jeunes du monde entier pour des périodes variables, financement, programme formation échange,... car ceci ouvre entre autre des droits à voyager.

L'accueil d'un étudiant réfugié ouvre des droits à voyager, et peut également selon les modalités que prend l'accueil (colocation, ...) compléter les droits d'accès du RUJ. L'accompagnement d'une personne réfugiée peut constituer également un projet pour la communauté.





Université VIRTUELLE

La crise sanitaire accentue le développement des activités pédagogiques distance

E-Learning // Enseignement on line // formation digitale
 Cours magistraux et D en webinars - Vidéoconférence// Visioconférences

Un autre moyen de diffuser des connaissances ou de préparer à des compétences, Importance de la pédagogie / requestionne la formation du corps professoral dans un monde numérique - nouveaux modèles pédagogiques- innovation

- ++ étudiants étrangers internationaux
- ++ suivre des enseignements dispensés dans des universités à l'étranger
- + personnel administratif universitaire
- ++ tester et expérimenter de nouvelles pratiques pédagogiques
- ++ développer enseignement « présentiel et distanciel » peut plaire à une génération d'étudiants « ultra connecté, digital native »
- ++ une formation personnalisable (multi casquettes universités)
- Prgs internationaux voyages et échanges, baisse de la mobilité étudiante
- Fracture numérique // territoires
- Personnel administratif universitaire
- sous occupation des bâtiments, devenir du patrimoine universitaire ?



Plus de 340 000 étudiants internationaux choisissent des universités françaises © SYLVAIN THOMAS / AFP

On n'apprend pas de la même manière à distance qu'en face à face.



Université VIRTUELLE

La crise sanitaire accentue le développement des activités pédagogiques distance

E-Learning // Enseignement on line // formation digitale
Cours magistraux, TD en webinars - Vidéoconférence// visioconférences

Evolution digitale —> nouveau positionnement des établissements
 Evolution stratégique —> Impact sur les territoires : Coopétition,
 Mutualisation, Alliance, Synergie en acteurs ESR

-- Fracture numérique
 -- Investissement technologique couteux
 ? Devenir du patrimoine universitaire (vieillissants, énergivores,...) :
 réhabiliter pour développer d'autres usages ? Lesquels ?

? Devenir des campus universitaires si [↗] enseignement à distance
 ? Transformer ces campus en quartier de vie mixte
 ? Une alternative à la crise du logement résidentiel
 ? Des campus qui deviennent des bases de vie, lieu de rencontres et
 d'échanges



Plus de 300.000 étudiants internationaux choisissent des universités françaises © SYGMA THOMAS / APF

On n'apprend pas de la même manière à distance qu'en face à face.



Université VIRTUELLE

Accès pour tous au numérique
Accès à une éducation supérieure de qualité pour tous

++développement des Moocs

-- fracture numérique – Zones blanches

? Équité entre les étudiants
 ? Impact frais de scolarité
 ? Acteurs privé du numérique / acteurs publics de l'enseignement :
 quelle relation
 ? Quel modèle économique pour l'université
 ? Se poser la question : qui sera l'étudiant de demain ? comment le
 former ? Comment souhaite-t-il apprendre ?



Plus de 300.000 étudiants internationaux choisissent des universités françaises © SYGMA THOMAS / APF





Université A VIVRE

Une université pour tous, pour tous les âges **Université solidaire avec des campus à vivre** **Une université avec une offre de formation à la carte**

Choix des disciplines, palettes d'enseignement
Cours en présentiel et en ligne afin de pouvoir y assister quand on le veut

++Des cours en ligne et des campus pour se rencontrer /des campus qui deviennent des tiers lieux
Des lieux flexibles pour favoriser les rencontres, des lieux de travail équipés technologiquement, des logements adaptés à la vie en groupe, modulaires, qui permettent des expériences de vie collectives, (mieux pour la santé mentale et le partage des connaissances) ..), des logements adaptés à différentes situaitons de vie personnel(famille, enfants) ?)

? Des classes intergénérationnelles

? Se déplacer

? Se nourrir

? Liens avec les territoires voisins (entreprises,..)

? Liens avec les habitants des quartiers environnants

Univers-e.T 2030 : rêve ou cauchemar technologique ? Un récit fortement inspiré de M-Algorithmé

récit fortement inspiré de M-Algorithmé

La crise du Covid 2020 a servi de révélateur à l'incroyable puissance et capacité de résilience des outils numériques : télétravail généralisé, e-commerce décuplé, réseaux sociaux solidaires, télémédecine, école à distance, visioconférences, démocratie virtuelle (les élections municipales se seront finalement déroulés par vote électronique), formation dématérialisée...

Pour faire face à l'impossibilité de reprendre les cours en présentiel lors de la rentrée 2020-2021, mais aussi forte du constat de l'efficacité du télé-enseignement, et de sa sobriété en coût global « bioécosologique » pour l'institution comme pour les étudiants¹, l'Université de Lyon – unifiée dans une seule et même entité afin de subvenir collectivement à la crise des financements publics (de -10 à -30% sur les années 2021 à 2025) – s'est « comuée » en Univers-e.T², c'est-à-dire une plateforme électronique d'accès à son catalogue de MOOC, dans laquelle chaque cyber-étudiant-citoyen peut venir piocher selon ses besoins de formation initiale ou continue.

La grande trans-mutation...



L'offre de MOOC est ouverte à tout un chacun, gratuite pour les jeunes jusqu'à 30 ans dans le cadre de leur formation initiale, les entreprises financent quant à elles l'accès aux formations dispensées pour leurs employés en formation continue ou en reconversion. Ces financements privés ont eu un double avantage : ils ont redonné de l'assise financière aux acteurs de la communauté universitaire après la crise de la dette publique survenue en 2022, et ont grandement favorisé l'adaptation des cours aux besoins réels en compétences des entreprises.

Au quotidien, les étudiants vivent pour la plupart chez eux et se retrouvent pour étudier dans les EPAT (espaces partagés de téléprésence) de quartier dans lesquels ils côtoient les autres étudiants et les professeurs-chercheurs habitant à proximité, ainsi que des télétravailleurs d'entreprises de la région. Ainsi, le lien social est préservé et même renforcé à l'échelon local. Le rêve d'un « monde étudiant » se mêlant au milieu professionnel se trouve ainsi réalisé.

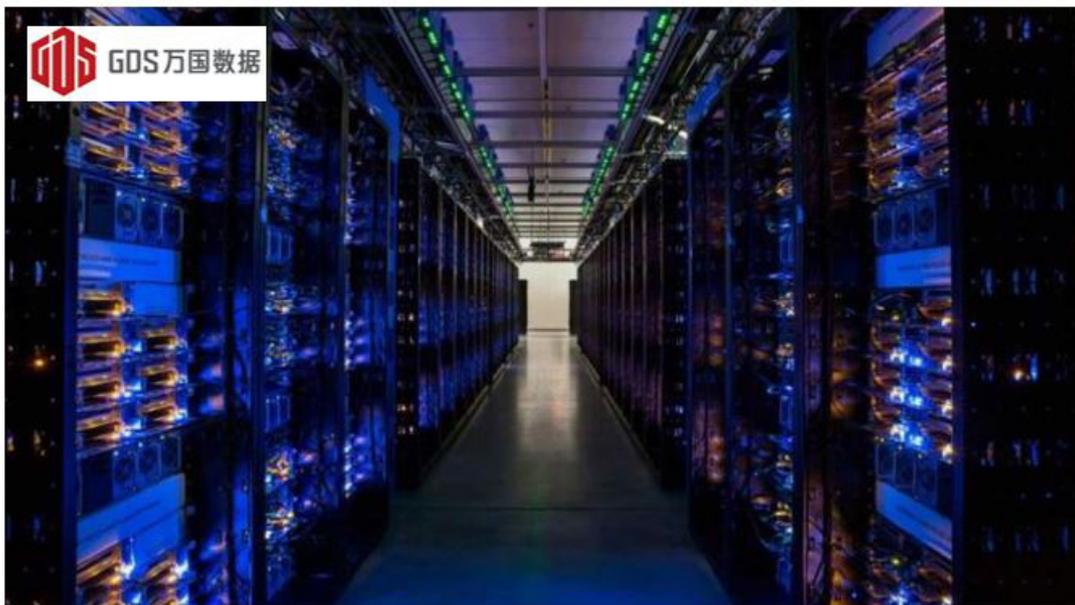
L'EPAT ça m'éclate !



Des parcours standards de formation sont suggérés par la plateforme en fonction de votre profil d'étudiant, mais il est possible de composer son parcours à la carte selon ses propres préférences ou besoins spécifiques. Les contrôles et examens se font à la demande des étudiants par validation des acquis lors de sessions en ligne ou d'oraux dématérialisés. Chacun peut ainsi progresser à son rythme et dans des domaines multiples, afin d'acquérir des compétences transversales. Les silos de chaque filière sont profondément remis en question par cette souplesse d'apprentissage et l'on voit apparaître des synergies inattendues marquant une génération d'étudiants sous le sceau de la résilience.

L'Europe n'ayant pas réussi à structurer une industrie d'intelligence artificielle face à l'avance et à la puissance des technologies chinoises (pari d'un déclin US à la suite d'une probable crise pétrolière, financière et un protectionnisme exacerbé), la contrepartie est la perte réelle d'indépendance sur la fourniture d'appareillage de téléprésence et sur les bases de contenus de la plateformeⁱⁱⁱ, malgré la résistance vivace d'une communauté libre et alternative.

L'université de Bron-Parilly transformée vaste data-center :



i Les indicateurs de comptabilité nationale et privée intègrent dorénavant 3 coûts dans leur définition : économique, écologique et biologique. Les émissions de GES liées à la fabrication et au fonctionnement des outils électroniques sont plus que compensées par la raréfaction des déplacements carbonés massifs (le téléprésentiel se généralise, des espaces de co-working de proximité sont créés dans chaque quartier afin de préserver et renforcer les liens sociaux à l'échelle locale), la limitation de l'usage voire l'abandon des équipements et bâtiments collectifs reconvertis en data-center ou en logements sociaux pour les populations paupérisées. Les frais de transport pour les étudiants sont quasiment nuls et les frais de logement sont reportés sur la cellule familiale.

ii Univers-e.T : L'Univers accessible par voie électronique en Téléprésence

ⁱⁱⁱ Sur le sujet, cf. l'alerte de Franck Lepage sur l'expérimentation du e-learning généralisé permettant à terme de totalement privatiser le secteur éducatif (à partir de 10'30'' jusqu'à 14'30'' : <https://www.youtube.com/watch?v=p6d82YwSFII>)



Annexe 2 : Quizz : quelle université 2040 seriez-vous ?

Quelle université 2040 seriez-vous ?

NOVEMBRE
2021



Quelle université 2040 seriez-vous ?

Pour chaque question, cochez la réponse qui aurait votre préférence
À la fin du quizz, comptez le nombre de symboles que vous avez cochés de
chaque type ; le résultat sera donné lors de l'atelier prospectif.



Économie – Mode de vie

Selon vous, quel serait le moyen privilégié pour le financement des études ?

- L'emploi partiel rémunéré pour des tâches liées au traitement des données informatiques
- Le bénévolat dans une association de lutte contre la précarité en contrepartie du revenu de solidarité étudiant
- Le stage rémunéré à temps partiel dans une SCOP de quartier
- La réalisation de quelques heures de travail hebdomadaire dans la ferme universitaire

Selon vous, quel serait le meilleur équipement informatique de la rentrée 2040 ?

- Un ordinateur personnel reconditionné par l'ACER (association de conditionnement écologique et responsable)
- Un box bureautique accessible dans l'espace de co-working de la résidence étudiante
- Un équipement complet de réalité virtuelle en connexion illimitée au cloud universitaire mondial
- Une tablette et un espace de travail numérique à temps partagé avec d'autres étudiants

Selon vous, quelles seraient les modalités pour une meilleure conciliation des temps ?

- Imaginer une « université du quart d'heure » où services, enseignements et travaux d'application se trouveraient dans un périmètre proche du logement
- Développer les applicatifs numériques permettant d'optimiser des temps de la vie étudiante (repérage des lieux, mobilité, ...)
- Disposer d'un « capital-temps » consacré à l'apprentissage d'une vie étudiante plus résiliente
- Mettre en place une organisation permettant de trouver des solutions d'optimisation du temps adaptées à tous (exemple : « bureau des temps »)



Quelle université 2040 seriez-vous ?

Pour chaque question, cochez la réponse qui aurait votre préférence
À la fin du quizz, comptez le nombre de symboles que vous avez cochés de
chaque type ; le résultat sera donné lors de l'atelier prospectif.



Type d'enseignement

Selon vous, que permettrait le développement des cours à distance (Mooc, etc.) ?

- Reconfigurer et libérer les locaux universitaires selon les besoins réels
- Elaborer son parcours de formation à la carte, selon ses propres besoins spécifiques
- Des évaluations tutorées et dématérialisées, à la demande des étudiants,
- Bénéficier de formations à distance tout au long de la vie (FTLV), au-delà des années de formation initiale

Selon vous, quels seraient les moyens de rapprocher les formations et les besoins du territoire ?

- Le développement des réseaux sociaux grâce auxquels les anciens diplômés conseilleraient les étudiants actuels (parrainage ; alumni)
- L'accès pour tous à des formations d'enseignement supérieur
- Un meilleur dialogue et une meilleure gouvernance entre les acteurs concernés : étudiants, établissements, entreprises
- Un « circuit court » de l'insertion professionnelle

Selon vous, un parcours de formation menant à une bonne insertion professionnelle consisterait à : ?

- Une plus grande importance donnée à la Valorisation des Acquis par les Expériences locales dans le recrutement
- Développer la gratuité des formations
- Développer, dans les formations, la maîtrise des méthodes et techniques de travail à distance
- Mettre en place une plateforme d'offres de stages et de contrats d'apprentissage locaux



Quelle université 2040 seriez-vous ?

Pour chaque question, cochez la réponse qui aurait votre préférence
À la fin du quizz, comptez le nombre de symboles que vous avez cochés de
chaque type ; le résultat sera donné lors de l'atelier prospectif.



Environnement de travail

Selon vous, quelles seraient les types d'actions participatives / associatives à privilégier ?

- | | |
|--------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> | Atelier de réparation vélo / recyclerie de matériels électroniques informatiques / de mobiliers |
| <input type="checkbox"/> | Aide à l'autonomie informatique (apprentissage et équipement) des seniors et des enfants |
| <input type="checkbox"/> | Être membre d'une ONG ou accompagner l'accueil d'étudiants étrangers en France |
| <input type="checkbox"/> | Epicerie solidaire sur le campus (ESS) |

Selon vous, quelle action serait à conduire en matière de végétalisation, d'écogeste, d'écoliens, ... ?

- | | |
|--------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> | Création de potagers partagés avec les habitants |
| <input type="checkbox"/> | Création d'un réseau d'influenceurs « YouTube » |
| <input type="checkbox"/> | Chantiers étudiants de réhabilitation énergétique et de végétalisation du campus |
| <input type="checkbox"/> | Actions de sensibilisation et d'incitation aux écogestes auprès des usagers du territoire |

Selon vous, quels seraient les liens à développer avec les acteurs locaux ?

- | | |
|--------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> | Participation ou Création d'évènements locaux culturels, sportifs, |
| <input type="checkbox"/> | Circuits courts des produits locaux alimentaires |
| <input type="checkbox"/> | Réseau virtuel entre anciens élèves ou nouveaux étudiants d'un établissement ES, |
| <input type="checkbox"/> | l'AFEV et Koloc' solidaire pour aider les habitants du quartier (par exemple aide aux devoirs en échange d'un loyer modéré) |





Quelle université 2040 seriez-vous ?

Pour chaque question, cochez la réponse qui aurait votre préférence
À la fin du quizz, comptez le nombre de symboles que vous avez cochés de
chaque type ; le résultat sera donné lors de l'atelier prospectif.



Gouvernance

Selon vous, quel serait le bon fonctionnement des systèmes informatisés ?

- Mise en place, pour tous, de formations informatiques permettant une meilleure maîtrise des outils
- Participation des entreprises locales dans les formations aux outils numériques, (nouveaux métiers, compétences, ...),
- Renforcement de la sécurité / contrôle / protection des outils informatiques et des données numériques
- Favoriser l'achat et la maintenance des outils / matériels informatiques par des entreprises locales

Selon vous, comment limiter l'empreinte carbone de l'enseignement supérieur et la vie étudiante ?

- Développer la recherche et la formation visant à « optimiser » les outils numériques de demain
- Trouver le bon équilibre entre enseignement distanciel et enseignement présentiel
- Aménager les territoires pour créer du lien social localement
- Tendre vers l'obsolescence non programmée et développer le « recyclage informatique »

Selon vous, comment rendre plus performante la gouvernance de l'enseignement supérieur et la vie étudiante ?

- Développer les comités de perfectionnement, pour une meilleure professionnalisation des formations
- Rendre plus facile l'utilisation des réseaux sociaux pour favoriser les échanges entre établissements d'Enseignement Supérieur, entreprises, collectivités.
- Impliquer dans les instances de gouvernance les acteurs de transition écologique et énergétique (Adème, ...)
- Mettre en place des rencontres régulières entre les acteurs locaux de la vie étudiante



Quelle université 2040 seriez-vous ?

Pour chaque question, cochez la réponse qui aurait votre préférence
À la fin du quizz, comptez le nombre de symboles que vous avez cochés de
chaque type ; le résultat sera donné lors de l'atelier prospectif.



Atterrissage territorial

Comment verriez-vous l'accessibilité à l'enseignement supérieur ?

- | | |
|--------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> | Une bonne mobilité : desserte performante en transports en communs et réseau maillé structurant de pistes cyclables |
| <input type="checkbox"/> | Disposer de matériel informatique performant et d'une bonne connexion internet |
| <input type="checkbox"/> | Percevoir un revenu universel permettant d'étudier en toute sérénité, en échange de services à la communauté |
| <input type="checkbox"/> | Bénéficier d'un accompagnement (étudiants, professeurs) permettant de bien construire son parcours universitaire |

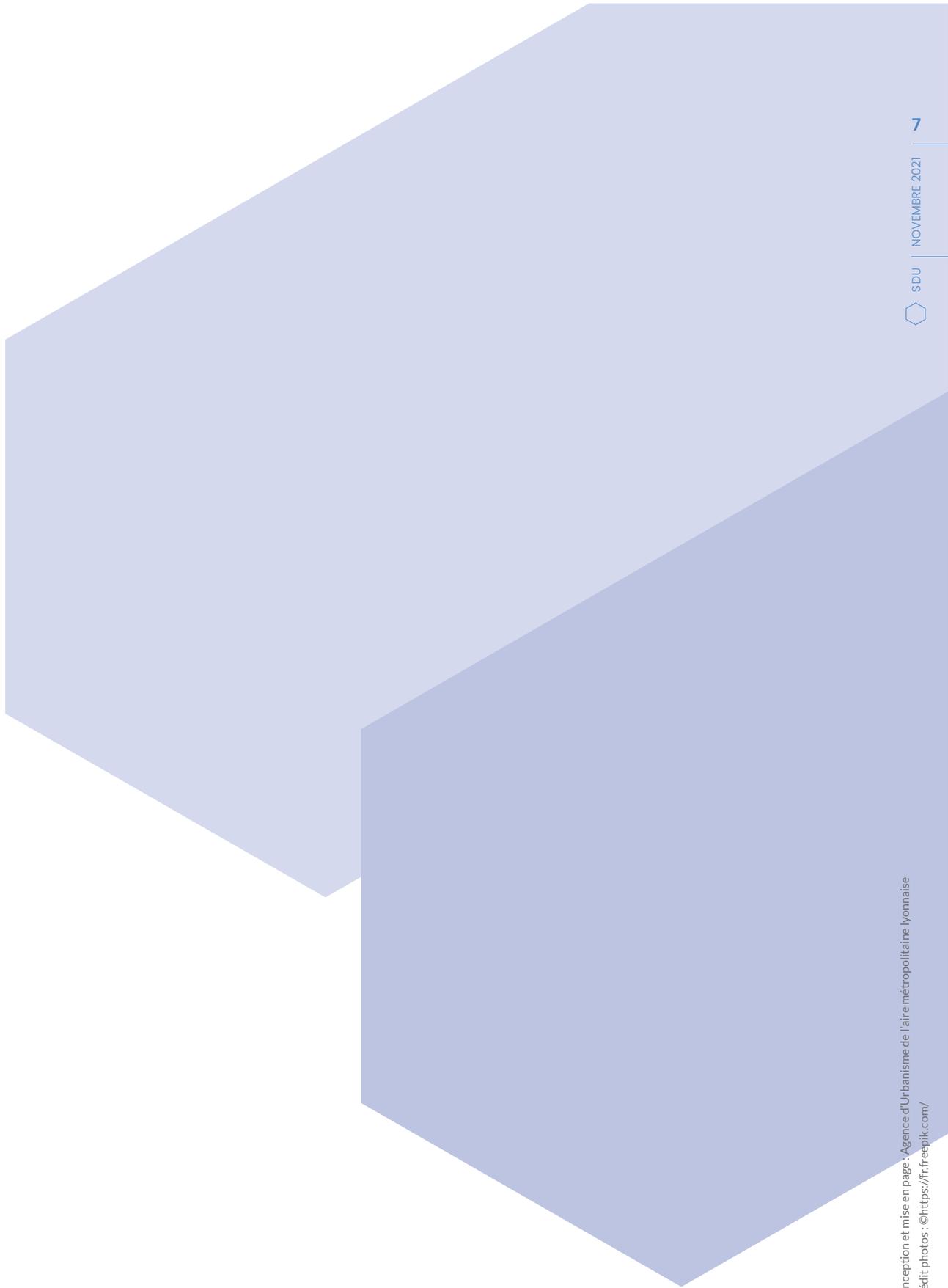
Comment imagineriez-vous les bâtiments universitaires de demain ?

- | | |
|--------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> | ... avec une épicerie solidaire, des jardins partagés, une recyclerie, des colocations solidaires (Kapas) |
| <input type="checkbox"/> | ... avec des locaux et des espaces extérieurs doté d'une excellente connexion internet (5G), |
| <input type="checkbox"/> | ... dans des bâtiments ayant un faible impact sur l'environnement (basse consommation énergétique, sans artificialisation des sols, matériaux écologiques, ...) |
| <input type="checkbox"/> | ... comme un quartier vivant toute l'année grâce à une diversité de fonctions - habitat, commerces, services, économie, sport, culture |

Selon vous, quel(s) seraient les lieu(x) préférentiel(s) pour étudier ?

- | | |
|--------------------------|--|
| <input type="checkbox"/> | Dans sa ville, dans son quartier |
| <input type="checkbox"/> | Dans des bâtiments historiques, à valeurs patrimoniale et environnementale |
| <input type="checkbox"/> | Partout dans le monde, en se connectant à un espace personnel numérique |
| <input type="checkbox"/> | Auprès de professionnels qui enseigneraient les futurs métiers |





Conception et mise en page : Agence d'Urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise
Crédit photos : ©<https://fr.freepik.com/>

**Résultat du Quizz :**

Si vous avez obtenu le + de...	Voici l'Université 2040 qui vous correspond le mieux...
	Université SOLIDAIRE
	Université À VIVRE, DE PROXIMITÉ
	Université VIRTUELLE
	Université DÉCARBONÉE



Directeur de publication : **Damien Caudron**
Référents : **Emmanuelle Henry** - e.henry@urbalyon.org
Emmanuel Cellier - e.cellier@urbalyon.org
Emmanuel Thimonier-Rouzet - e.thimonier-rouzet@urbalyon.org



Agence d'**Urbanisme** de l'aire
métropolitaine **lyonnaise**

Tour Part-Dieu, 23^e étage
129 rue Servient
69326 Lyon Cedex 3
Tél. : +33(0)4 81 92 33 00
www.urbalyon.org



GRAND LYON
la métropole